

Le 13 février 2014

**TELUS communique ses résultats financiers
du quatrième trimestre 2013 et
annonce ses objectifs financiers pour 2014**

***Croissance des produits et du BAIIA entraînée par l'explosion des données
mobiles et filaires***

Croissance à deux chiffres du revenu net et du BPA

***Objectifs de croissance pour 2014 : hausse des produits de 6 %, hausse du
BAIIA de 8 % et hausse du BPA de 21 %***

Vancouver, C.-B. – TELUS Corporation a déclaré pour le quatrième trimestre de 2013, des produits d'exploitation consolidés de 2,95 milliards \$ en hausse de 3,4 % par rapport à l'année précédente, et un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA)⁽²⁾ de 951 millions \$, en hausse de 3,6 %. Le BAIIA, frais de restructuration et autres frais similaires exclus, a augmenté de 5,0 % pour atteindre 984 millions \$. Le bénéfice par action (BPA) a progressé de 17,5 % et atteint 0,47 \$, soit 22,5 % pour 0,49\$ sur une base ajustée.⁽⁴⁾

La croissance des produits consolidés a été générée par une augmentation de 4,1 % des produits tirés du réseau mobile, ainsi que par une hausse de 3,4 % des produits du secteur filaire. Les produits du secteur mobile ont en effet bénéficié d'une hausse de 14 % des produits de transmission de données qui reflétait une croissance du nombre des abonnés, ainsi que d'une utilisation accrue des données provenant de l'adoption constante des téléphones intelligents. La croissance des produits du secteur filaire a quant à elle été le fruit d'une augmentation de 10,5 % des produits des données, générée en partie par la croissance constante et solide du nombre des abonnés de TELUS TV et du service Internet à haute vitesse, ainsi que par un produit par client en hausse.

TELUS a ainsi attiré au cours du trimestre 119 000 nouvelles connexions clients en net, dont 113 000 en services postpayés mobiles, 38 000 nouveaux abonnés au service de télévision et 21 000 nouveaux clients du service Internet à haute vitesse, ce qui a été en partie compensé par la perte de clients des services mobiles prépayés et par un déclin continu des connexions filaires traditionnelles. La croissance de la clientèle mobile de base de TELUS à 7,8 millions a été soutenue par une amélioration de 15 points de base d'un exercice à l'autre des désabonnements mensuels postpayés à 0,97 %. La base d'abonnés à TELUS TV s'établit à 815 000, un bond de 20 %, et le nombre de clients du service Internet à haute vitesse a progressé de 5 % et a atteint 1,4 million.

Au quatrième trimestre, les flux de trésorerie disponibles⁽⁵⁾ de 136 millions \$ étaient en baisse de 127 millions \$, ce qui est essentiellement le fait d'impôts sur les bénéfices en espèces plus élevés, ainsi que d'investissements en capital accrus afin d'élargir la capacité, les vitesses et la couverture des réseaux à large bande avancés de TELUS, partiellement compensé par la croissance du BAIIA.

En 2013, TELUS a distribué plus de 1,85 milliard \$ à ses actionnaires dont 852 millions \$ de dividendes payés et 1,0 milliard \$ en achat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) de 2013. Dans le cadre de l'OPRCNA de TELUS de 2014, la Société a acheté en janvier 2014, 590 400 actions ordinaires de TELUS pour un montant de 22 millions \$.

À la fin de 2013, en conséquence d'un rendement solide des actifs des régimes et d'une hausse des taux d'intérêt, les régimes de retraite à prestations déterminées de TELUS étaient entièrement financés.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En dollars canadiens et en millions, sauf les données par action	Trimestre clos le 31 décembre		Variation
(non vérifié)	2013	2012	en %
Produits opérationnels	2 948	2 851	3,4
Charges opérationnelles avant dépréciation et amortissements ⁽¹⁾	1 997	1 933	3,3
BAIIA ⁽¹⁾⁽²⁾	951	918	3,6
BAIIA, frais de restructuration et autres frais similaires exclus ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾	984	937	5,0
Bénéfice net ⁽¹⁾	290	263	10,3
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾⁽⁴⁾	301	267	12,7
Bénéfice par action (BPA), de base ⁽¹⁾	0,47	0,40	17,5
BPA ajusté ⁽¹⁾⁽⁴⁾	0,49	0,40	22,5
Dépenses d'investissement	577	521	10,7
Flux de trésorerie disponibles ⁽⁵⁾	136	263	(48,3)
Total des connexions clients ⁽⁶⁾	13,30	13,11	1,4

(1) Les chiffres pour 2012 ont été ajustés pour une application rétrospective des nouveaux textes comptables appliqués de la norme IAS 19 qui traite des avantages sociaux des employés (2011).

(2) Le BAIIA n'a pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Nous donnons des indications et faisons état de notre BAIIA parce qu'il s'agit d'un instrument clé de l'évaluation de la performance à un niveau consolidé et de la contribution de nos deux segments. Pour plus de définitions et d'explications, veuillez vous reporter à la Section 7.1 du Rapport de gestion du quatrième trimestre 2013 ci-joint.

(3) Pour le quatrième trimestre de 2013 et de 2012, les coûts de restructuration et autres frais similaires étaient respectivement de 33 millions \$ et de 19 millions \$.

(4) Le bénéfice net ajusté et le BPA ajusté n'ont pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Ces termes sont définis dans le présent communiqué de presse comme excluant (après impôts sur les bénéfices) : 1) les coûts de restructuration et autres frais similaires ; 2) les ajustements associés à l'impôt sur les bénéfices. Pour une analyse plus approfondie des éléments susmentionnés, veuillez vous reporter à la Section 1.3 du Rapport de gestion du quatrième trimestre 2013 ci-joint.

(5) Les flux de trésorerie disponibles n'ont pas de définition normalisée prescrite par l'IFRS-IASB. Pour plus de définitions et d'explications, veuillez vous reporter à la Section 7.1 du Rapport de gestion du quatrième trimestre 2013 ci-joint.

(6) Somme des abonnés aux services mobiles actifs (excluant les 220 000 abonnés de Public Mobile), des lignes d'accès au réseau, du nombre total d'abonnés à Internet et des abonnés à TELUS TV (service de télévision sur IP et par satellite). À compter du deuxième trimestre de 2013 et sur une base prospective, les abonnements de machine- machine (M2M) ont été exclus de toutes les mesures basées sur les abonnés. Ainsi les abonnés cumulés incluent un ajustement du solde d'ouverture au 1er avril 2013 pour retirer environ 76 000 abonnements M2M. À compter du quatrième trimestre de 2013 et sur une base prospective, nous avons ajusté le nombre d'abonnés aux services mobiles postpayés afin de soustraire les abonnements au produit Mike, car nous avons cessé de le commercialiser et commencé à débrancher le réseau iDEN. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés inclut un ajustement réalisé le 31 octobre 2013 pour soustraire les clients des services mobiles postpayés comptant environ 94 000 abonnés à Mike, représentant les clients qui, selon nous, sont peu susceptibles de migrer vers nos nouveaux services.

« En 2013, l'équipe Telus a de nouveau exécuté avec succès sa stratégie d'investissements ciblés et d'innovation en technologie à bande large avancée avec un engagement solide d'offrir des expériences client exceptionnelles », a dit Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS. « Au cours de l'année, nous avons obtenu 584 000 ajouts nets de clients mobiles postpayés, TV et Internet à haute vitesse, obtenant ainsi la rare opportunité de faire croître notre rentabilité dans les secteurs mobile et filaire. De plus, nos clients restent avec nous plus longtemps, tel que démontré par le plus faible roulement de l'industrie des clients postpayés, soit 0,97 %, notre plus faible résultat en sept ans, et une forte fidélité au niveau des services TV et Internet. Ceci a contribué à un excellent rendement financier, incluant une nette amélioration de la marge consolidée de 50 points due à une croissance profitable continue à travers l'entreprise, notre emphase sur l'efficacité opérationnelle, et une croissance ajustée du BPA de 22,5 %. »

M. Entwistle a ajouté : « En utilisant notre élan opérationnel dans les secteurs mobile et filaire, nos objectifs financiers pour 2014 reflètent une croissance solide et profitable et une génération du flux de trésorerie, et appuieront des investissements continus en termes d'expansion des réseaux à bande large mobile et filaire en plus d'initiatives favorisant les actionnaires, incluant nos programmes de rachat d'actions et de croissance des dividendes. En effet, le bilan de Telus nous permet d'investir dans notre entreprise à long terme tout en distribuant des quantités de capital conséquentes aux actionnaires par le biais de nos programmes de rachat d'actions pluriannuels et de croissance de dividendes. »

John Gossling, le vice-président à la direction et chef des services financiers de TELUS a indiqué: « Avec une croissance dans les secteurs mobile et filaire, nos objectifs pour 2014 annoncés aujourd'hui reflètent des revenus consolidés et une croissance du BAIIA. Les bénéfices par action devraient connaître une hausse allant jusqu'à 21 % en raison de la croissance du BAIIA et une réduction des actions en circulation reflétant nos programmes de rachat d'actions. »

M. Gossling a ajouté: « Avec aucune dette venant à échéance en 2014, notre excellente notation financière, plus de 2 milliards \$ de trésorerie disponibles, et une dette nette par rapport au ratio BAIIA de 1,8 fois, notre bilan nous permet de restituer du capital aux actionnaires tout en investissant dans notre entreprise pour l'avenir, incluant la vente aux enchères du spectre de la bande de 700 mégahertz qui a débuté le 14 janvier 2014. »

Le présent communiqué contient des énoncés au sujet de futurs événements et rendements financiers et opérationnels de TELUS (la Société), y compris concernant les hausses de dividendes futures et les offres publiques de rachat dans le cours normal des activités jusqu'en 2016 et les objectifs annuels pour 2014, qui sont de nature prospective. Par leur nature même, ces énoncés prospectifs exigent de la Société qu'elle pose des hypothèses et formule des prévisions qui sont assujetties à des risques et à des incertitudes. Il existe un risque important que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs devraient faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment à ces énoncés, puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et le rendement futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont décrits dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, le présent communiqué est assujéti à la limitation de responsabilité et est donné sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses pour les indications annuelles pour 2014, les hausses de dividendes semestrielles jusqu'en 2016, la capacité à soutenir et à réaliser des programmes de rachat d'action pluriannuels jusqu'en 2016), des qualifications et des facteurs de risque mentionnés dans l'analyse par la direction des activités opérationnelles du quatrième trimestre, jointe au présent document, et dans le rapport de gestion des autres rapports trimestriels de 2013 et du rapport de gestion contenu dans le rapport annuel de 2012, ainsi que dans les autres documents d'information publiés par TELUS et les documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (sur SEDAR à sedar.com) et des États-Unis (sur EDGAR à sec.gov). Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à sa discrétion, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses prévisions et objectifs annuels.

Faits saillants opérationnels

Services mobiles de TELUS

- Les produits tirés du réseau sans fil ont augmenté de 56 millions \$, ou 4,1 %, pour atteindre 1,43 milliard \$ au quatrième trimestre de 2013, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression découle de la croissance continue du nombre d'abonnés et d'un produit moyen par appareil d'abonné (PMAA) combiné plus élevé en raison de l'adoption continue des téléphones intelligents et de l'utilisation des données.
- Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté de 78 millions \$, ou 14 %, et totalisé 648 millions \$, ce qui constitue 45 % des produits tirés des réseaux sans fil pour le trimestre. Les PMAA tirés des services de transmission de données (clients Public Mobile exclus) ont progressé de 2,88 \$, ou 11 %, et se sont chiffrés à 28,17 \$. Ces hausses sont attribuables à l'adoption toujours forte des téléphones intelligents et des applications, ainsi qu'à l'augmentation des volumes liés aux services d'itinérance.
- Les PMAA combinés (clients Public Mobile exclus) ont augmenté de 1,5 % et se sont chiffrés à 61,86 \$, la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données ayant plus que contrebalancé le recul des PMAA générés par les services de transmission de la voix. Il s'agit du treizième trimestre consécutif de croissance en glissement annuel des PMAA combinés de TELUS.
- Le taux de désabonnement mensuel des services postpayés a chuté de 15 points de base pour se fixer à 0,97 % - ce qui est le taux le plus faible des sept dernières années. Le taux de désabonnement mensuel combiné (clients Public Mobile exclus) a reculé de 10 points de base, pour se fixer à 1,41 %. Ce taux de désabonnement de TELUS, parmi les plus faibles de l'industrie, reflète la réussite de l'approche du service axé sur le client avant tout, des investissements dans la rétention de la clientèle et du taux de désabonnement plus faible des téléphones intelligents.
- Les ajouts nets de 113 000 abonnés aux services postpayés ont été partiellement contrebalancés par une perte de 22 000 abonnés aux services prépayés (clients Public Mobile exclus), lesquels génèrent des PMAA moins élevés, pour un total d'ajout net de 91 000 abonnés par rapport aux 112 000 atteints l'an dernier. Le nombre total d'abonnés aux services mobiles, clients Public Mobile exclus, s'est établi à 7,8 millions, en hausse

de 1,8 % par rapport au dernier exercice, et la proportion d'abonnés aux services postpayés à valeur élevée a augmenté à 86 %. Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents représentent maintenant 77 % des abonnés aux services postpayés de TELUS, une hausse par rapport à 66 % au dernier exercice.

- Le BAIIA du secteur des services mobiles s'est élevé à 592 millions \$, une hausse de 26 millions \$, ou 4,4 %, par rapport à l'exercice précédent, attribuable à la forte croissance des produits tirés des services de réseau et à des dépenses d'acquisition moins élevées. La marge du BAIIA du secteur des services mobiles, basée sur le produit total du réseau, a augmenté de 10 points pour atteindre 40,9 %. Le BAIIA, coûts de restructuration et autres frais similaires exclus, a augmenté de 34 millions \$ ou 6 %, pour atteindre 604 millions \$ ou 41,7 % du produit total du réseau.
- Les flux de trésorerie simples (BAIIA moins les dépenses d'investissement) affichent une augmentation de 4 millions \$ pour atteindre 379 millions \$ au quatrième trimestre, du fait d'un BAIIA plus élevé partiellement compensé par des investissements accrus sur le réseau à bande large.

Services filaires de TELUS

- Les produits externes tirés des services filaires ont augmenté de 45 millions \$, ou 3,4 %, pour atteindre 1,36 milliard \$ au quatrième trimestre de 2013, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance a été générée par un produit des transmissions de données en hausse, en partie compensée par une chute des produits des services de transmission de la voix traditionnels.
- Les produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données ont progressé de 81 millions \$, ou 10,5 %, ce qui s'explique essentiellement par la forte croissance du nombre d'abonnés à TELUS TV ainsi qu'aux services Internet à haute vitesse, associée à la hausse des PMAA des services TV et Internet à haute vitesse, et aux augmentations des produits des services de transmission de données améliorés : TELUS International et TELUS Health.
- Le nombre de 38 000 ajouts totaux nets d'abonnés aux services de télévision représente une baisse de 3 000 par rapport au même trimestre l'an dernier, tandis que la base totale d'abonnés aux services de télévision a augmenté de 137 000 clients pour atteindre 815 000 abonnés, soit une hausse de 20 % en glissement annuel.
- Les ajouts nets d'abonnés au service Internet à haute vitesse, soit 21 000, étaient en baisse de 2 000 clients en glissement annuel, tandis que la base de clientèle d'abonnés à haute vitesse est en hausse de 69 000 clients, soit une hausse de 5,2 % en glissement annuel, pour atteindre 1,4 million d'abonnés.
- Le nombre total de lignes d'accès au réseau a reculé de 4,5 % par rapport à l'exercice précédent et s'est situé à 3,25 millions. Le nombre de lignes résidentielles est en baisse de 7,0 % en glissement annuel, en raison du remplacement par les services mobiles et Internet, et de la concurrence. Les lignes d'affaires sont en baisse de 1,7 % par rapport à l'an passé, en raison de la concurrence soutenue sur le plan des tarifs au sein du marché des petites et moyennes entreprises ainsi que de l'adoption de services IP par les clients.
- Le BAIIA tiré des services filaires s'est fixé à 359 millions \$, une hausse de 7 millions \$, ou 2,1 % en glissement annuel, attribuable à l'amélioration des marges de Optik TV et de l'Internet à haute vitesse résultant des hausses du nombre d'abonnés et du PMAA, ainsi que des initiatives continues d'efficacité opérationnelle. Le BAIIA, coûts de restructuration et autres frais similaires exclus, a augmenté de 13 millions \$ ou 3,5 %, pour atteindre 380 millions \$.
- Les flux de trésorerie simples (BAIIA moins les dépenses d'investissement) des services filaires ont chuté en glissement annuel de 27 millions \$ en raison d'une hausse des dépenses d'investissement réalisée pour soutenir les investissements constants dans l'infrastructure de la bande large, notamment en connectant davantage de foyers et d'entreprises directement au câble à fibre optique, la croissance des services aux grosses entreprises, ainsi que les investissements dans la résistance et la fiabilité du réseau et des systèmes, et enfin dans une restructuration accrue et autres coûts similaires.

TELUS établit ses objectifs financiers pour 2014

TELUS a annoncé aujourd'hui ses objectifs financiers pour 2014 qui reflètent la poursuite de sa fructueuse stratégie nationale de croissance, une stratégie de longue date axée sur le sans-fil et les données.

Les objectifs de TELUS pour 2014 reposent sur les solides résultats réalisés dans les secteurs des services mobiles et filaires en 2013, y compris la croissance des produits et du BAIIA dans les deux segments d'exploitation de l'entreprise. TELUS prévoit générer une croissance future grâce aux nouveaux abonnés nets aux services mobiles postpayés combinés à l'adoption continue des téléphones intelligents et aux mises à niveau des appareils, à la croissance continue du nombre d'abonnés à Optik TV et à l'Internet à haute vitesse, tout en supposant une croissance modeste du PMAA dans l'ensemble de ces services.

Ces objectifs démontrent les avantages des grands investissements stratégiques que réalise actuellement la Société dans les réseaux et les services, combinés à une exécution opérationnelle axée sur le client, qui se sont soldés par une croissance des produits et de la rentabilité et par la génération de robustes flux de trésorerie disponibles permettant à TELUS de distribuer des quantités de capital conséquentes à ses actionnaires.

	Objectifs 2014 ¹	Résultats 2013	Croissance
Chiffres consolidés			
Produits	11,9 à 12,1 milliards \$	11,4 milliards \$	4 à 6 %
BAIIA ⁽²⁾	4,150 à 4,350 milliards \$	4,02 milliards \$	3 à 8 %
Bénéfice par action de base	2,25 à 2.45 \$	2,02 \$	11 à 21%
Dépenses en immobilisations ⁽³⁾	Environ 2,2 milliards \$	2,11 milliards \$	4 %
Secteur des services mobiles			
Produits (externes)	5,9 à 6.0 milliards \$	5,6 milliards \$	5 à 7 %
BAIIA	2,725 à 2,825 milliards \$	2,604 milliards \$	4 à 8 %
Secteur des services filaires			
Produits (externes)	5,450 à 5,550 milliards \$	5,3 milliards \$	3 à 5 %
BAIIA	1,425 à 1,525 milliards \$	1,414 milliards \$	1 à 8 %

1) Les objectifs et taux de croissance de 2014 excluent les clients Public Mobile.

2) Bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) après les coûts de restructuration. Les coûts de restructuration totaux sont estimés à environ 75 millions \$ en 2014 (98 millions \$ en 2013).

3) Les objectifs et les résultats des dépenses d'immobilisations excluent les dépenses consacrées aux droits de licence de spectre.

Pour 2014, TELUS cible une croissance consolidée des produits en glissement annuel comprise entre 4 et 6 %, tandis que le BAIIA ciblé est haussé de 3 à 8 %. Les produits et le BAIIA devraient bénéficier de la poursuite de la solide exécution des services mobiles et filaires entraînés par les services de transmission de données. Le bénéfice par action (BPA) devrait augmenter de 11 à 21 %, en raison de la croissance du BAIIA combinée à une réduction des actions en circulation reflétant nos programmes de rachat d'actions.

L'objectif relatif aux produits des services mobiles est une hausse comprise entre 5 et 7 % en 2014, selon la croissance modérée du nombre d'abonnés et des PMAA due à l'augmentation des volumes de données et des avantages des plans de partage des données. Le chargement des abonnés devrait bénéficier d'un gain de pénétration de l'industrie sans fil canadienne d'environ un à deux points de pourcentage stimulé par la croissance postpayée. TELUS devrait continuer de profiter de ses investissements dans le réseau 4G long-term evolution (LTE), qui entraîneront une croissance continue des produits tirés des services de transmission de données et des services d'itinérance et nous aideront à contrebalancer les produits des services de transmission de la voix plus faibles. Une hausse comprise entre 4 et 8 % du BAIIA du secteur des services mobiles est prévue.

Les produits du secteur des services filaires devraient augmenter de 3 à 5 % en 2014, puisque nous présumons une croissance soutenue des produits tirés des services de transmission de données, notamment les services de Télé Optik et Internet à haute vitesse, ainsi que des services pour les clients d'affaires, facteurs neutralisés en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants. Plus précisément, la fourchette du BAIIA des services filaires est prévue d'augmenter de 1 à 8 %. La Société prévoit une amélioration du BAIIA due à l'Optik TV, à l'Internet à haute vitesse, et aux services aux entreprises, dont notamment TELUS Health, ainsi qu'à la poursuite des initiatives en matière d'efficience, en partie compensée par la tendance de l'industrie à la baisse continue des pertes liées aux produits tirés des services de transmission de la voix existants qui génèrent des marges plus élevées.

Pour 2014, les dépenses d'investissement consolidées devraient augmenter modestement à environ 2,2 milliards \$, montant qui exclut les acquisitions de licences du spectre. La Société prévoit de continuer d'investir dans la capacité du réseau mobile et la croissance des réseaux. TELUS a l'intention de poursuivre l'expansion de l'infrastructure à bande large et les mises à niveau, y compris en intégrant davantage le câble à fibre optique au

réseau, pour soutenir la croissance du nombre d'abonnés à Optik TV et à l'Internet à haute vitesse et l'accroissement des vitesses liées aux services Internet sur le réseau à bande large. L'intensité du capital exprimée en pourcentage des produits consolidés devrait s'établir à environ 18 %.

La divulgation qui précède concernant les objectifs financiers de TELUS pour 2014 contient des renseignements prospectifs et est pleinement visée par la « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs » au début du rapport de gestion pour le quatrième trimestre de 2013, joint à la présente; ils reposent sur les attentes et hypothèses de la direction, énoncées à la section 1.5, « Objectifs financiers et opérationnels pour 2014 », du même rapport de gestion.

Déclaration de dividende

Le conseil d'administration de TELUS a déclaré un dividende trimestriel de 36 cents (0,36 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société. Ce dividende sera versé le 1er avril 2014 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 11 mars 2014.

Le montant du dividende du premier trimestre représente une hausse de quatre cents, ou 12,5 %, par rapport au dividende de 0,32 \$ versé au 1er avril 2013.

À propos de TELUS

TELUS (TSX: T, NYSE: TU) est la société de télécommunications connaissant la croissance la plus rapide au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 11,4 milliards de dollars et à plus de 13,3 millions de connexions clients, dont 7,8 millions d'abonnés à des services mobiles, 3,3 millions de lignes d'accès pour réseau filaire, 1,4 million d'abonnés à des services Internet et 815 000 clients de TELUS TV. Dirigée depuis 2000 par le président et chef de la direction, Darren Entwistle, TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services mobiles, des services de transmission de données et de la voix, des services IP, des services de télévision, de vidéo et de divertissement.

En accord avec notre philosophie consistant à donner là où nous vivons, TELUS et les membres de son équipe actuels et retraités ont versé plus de 350 millions de dollars à des organismes caritatifs et sans but lucratif, et offert 5,4 millions d'heures de bénévolat au service des communautés locales depuis 2000. TELUS a reçu l'honneur d'être désignée comme l'entreprise philanthropique la plus remarquable au monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site www.telus.com.

Relations avec les médias :

Shawn Hall
(604) 619-7913
shawn.hall@telus.com

Relations avec les investisseurs:

Robert Mitchell
(647) 837-1606
ir@telus.com

Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels et les objectifs pour 2014, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels et les objectifs pour 2014, la version audio et la transcription de la conférence téléphonique à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport annuel 2012 sur notre site Web à telus.com/investors.

La conférence téléphonique de TELUS sur les résultats du quatrième trimestre et les objectifs pour 2014, fixée au 13 février 2014 à 11 h (HNE), comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à telus.com/investors. Un enregistrement sera accessible par téléphone du 13 février au 21 mars en composant le 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 1148326 suivi du carré et le code d'accès 35175. La webdiffusion sera également archivée à telus.com/investors, et on pourra consulter la transcription de la conférence téléphonique sur le site Web après quelques jours ouvrables.

TELUS CORPORATION

Analyse par la direction des activités opérationnelles

Quatrième trimestre de 2013

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements futurs ainsi que sur le rendement financier et le rendement opérationnel futurs de TELUS Corporation. Les termes TELUS, la société, « nous », « notre », « nos », « nôtre » et « nous-mêmes » se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales. Les énoncés prospectifs incluent, sans toutefois s'y limiter, des énoncés concernant les objectifs et les indications pour l'exercice et les mises à jour qui y sont apportées, notre programme pluriannuel de croissance des dividendes, nos programmes pluriannuels de rachat d'actions et les tendances. Les mots *hypothèse*, *but*, *indication*, *objectif*, *perspective*, *stratégie*, *cible* et autres expressions semblables ou l'emploi, au futur ou au conditionnel, de verbes tels que *avoir pour but*, *s'attendre à*, *croire*, *pouvoir*, *prévoir*, *avoir l'intention de*, *planifier*, *viser à*, *chercher à*, *devoir* et *s'efforcer de* dénotent généralement des énoncés prospectifs. Par leur nature, les énoncés prospectifs peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes et ils exigent que nous émettions des hypothèses. Il existe un risque considérable que les hypothèses, les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que le rendement, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, et nous nous réservons le droit de modifier, à tout moment et à notre gré, notre pratique courante qui consiste à présenter des mises à jour de nos objectifs et de nos indications pour l'exercice. Les objectifs et les hypothèses connexes pour l'exercice 2014 sont décrits aux *rubriques 1.4 et 1.5*.

Les facteurs pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère considérablement du rendement prévu incluent, sans toutefois s'y limiter :

- La concurrence, y compris l'intense rivalité continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications établies, les nouveaux venus offrant des services sans fil évolués, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement émergents; davantage de concurrence au chapitre des tarifs et des marques; notre capacité à continuer de fidéliser les clients en leur offrant une expérience client améliorée; les pertes de lignes d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et les volumes de fidélisation des abonnés aux services mobiles, aux services de télévision et au service Internet haute vitesse de TELUS ainsi que les coûts connexes; les pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») découlant des activités promotionnelles des concurrents et des conditions du marché; la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits interurbains liés aux services de transmission de la voix, et la disponibilité croissante des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; la capacité d'obtenir et d'offrir du contenu de données au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision, à un coût raisonnable; la concurrence concernant le spectre pour les services sans fil.
- Les approbations réglementaires et les changements à la réglementation, y compris le fait que le gouvernement fédéral a laissé savoir qu'il a l'intention d'accroître davantage la concurrence dans le secteur des services mobiles, de réduire les tarifs liés aux services d'itinérance offerts sur les réseaux mobiles au Canada et d'exiger un plus important regroupement des chaînes de télévision; la recommandation du Bureau de la concurrence faite au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») selon laquelle des mesures devraient être prises pour que les nouveaux fournisseurs de services bénéficient de conditions d'accès plus favorables aux services d'itinérance; les futures enchères de licences de spectre (y compris les limites visant les fournisseurs de services sans fil titulaires, les avantages dont bénéficient les participants étrangers ainsi que la quantité de spectre acquis et les coûts engagés pour acquérir ce spectre); les restrictions concernant l'acquisition, la vente et le transfert de licences de spectre; l'issue de l'examen des services de gros obligatoires effectué par le CRTC, y compris la prise en compte de l'accès obligatoire des concurrents aux installations de fibre optique jusqu'aux locaux des abonnés; l'intégration verticale des concurrents aux fins de la propriété du contenu de radiodiffusion ainsi que la mise en application efficace et au moment opportun des balises réglementaires; la surveillance continue des restrictions concernant la propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens et la conformité à ces restrictions; l'augmentation du contrôle exercé à l'étranger de certains nouveaux venus dans le secteur des services sans fil évolués; l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance; les conflits entre les lois provinciales visant la protection des consommateurs non harmonisées et le nouveau code national obligatoire du CRTC visant les services sans fil (le « Code sur les services sans fil » ou « le Code ») qui est entré en vigueur le 2 décembre 2013; les incertitudes quant à l'issue de la contestation judiciaire concernant la rétroactivité du Code sur les services sans fil en ce qui a trait aux contrats conclus entre juin 2012 et le 2 décembre 2013; la possible hausse ou accélération de la hausse des frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés des services mobiles découlant de la mise en place de contrats d'une durée maximale de deux ans en vertu du Code.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles ou par Internet; la baisse continue des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix, notamment le remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement comme Skype; le remplacement des services mobiles par les services Wi-Fi; les services par contournement IP qui pourraient cannibaliser les services de télévision et de divertissement.
- La technologie, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui met à l'épreuve la capacité du réseau mobile, la capacité spectrale et les niveaux de service; le recours à des systèmes et à la technologie de l'information; les options au chapitre de la technologie, les voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre des réseaux filaires et mobiles (y compris les initiatives liées aux réseaux à large bande, telles que le déploiement de la fibre optique jusqu'au domicile et le déploiement de petites cellules pour les services mobiles); le recours à des ententes de partage de réseau mobile; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits; le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'appareils mobiles; le rendement de la technologie LTE (d'après l'anglais *long term evolution*); notre insuffisance de spectre dans certaines régions géographiques et la nécessité d'acquérir d'autres licences de spectre dans le cadre d'enchères ou auprès de tiers; la dépendance à l'égard de l'acquisition de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz, relativement à notre stratégie de lancement, de façon rentable, de la technologie LTE dans les zones rurales; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux mobiles ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits, de nouveaux services et systèmes de soutien; la fiabilité du

réseau et la gestion des changements (y compris les risques liés à la migration vers de nouveaux centres de données Internet plus efficaces et la concrétisation des avantages prévus); le moment auquel auront lieu les mises hors service de certains réseaux et services filaires existants afin de réduire les coûts opérationnels; le moment auquel aura lieu la mise hors service des réseaux sans fil fondés sur les technologies iDEN et AMRC afin de redéployer du spectre et de réduire les coûts opérationnels, ainsi que la migration connexe des abonnés et les risques liés à leur fidélisation; la disponibilité de ressources et notre aptitude à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande; la mise à niveau réussie et l'évolution de la technologie sur laquelle se fonde TELUS TV^{MD}, qui relèvent de tiers fournisseurs.

- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la vigueur et le caractère durable de la croissance économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d'ordre économique à l'étranger; les taux d'intérêt futurs; le rendement et la capitalisation des régimes de retraite de même que les taux d'actualisation; ainsi que les taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.
- Le niveau des dépenses d'investissement, y compris les décaissements possibles aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de licences de spectre ou auprès de tiers, en raison de notre stratégie de déploiement de la technologie LTE et de futures technologies mobiles, des initiatives liées aux services à large bande filaires, de la demande des abonnés visant les services de transmission de données, des nouvelles initiatives liées aux centres de données Internet et des enchères de licences de spectre tenues par Industrie Canada, notamment celles concernant la bande de fréquence de 700 MHz qui pourraient prendre fin en février 2014 et celles concernant les bandes de fréquence de 2 500 à 2 690 MHz prévues pour avril 2015.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris la capacité d'effectuer des refinancements.
- La capacité de maintenir le programme de croissance des dividendes aux alentours de 10 % par année jusqu'en 2016 et la capacité de maintenir et d'exécuter des programmes pluriannuels de rachat d'actions jusqu'en 2016. Ces programmes pourraient être touchés par des facteurs comme les faits nouveaux et les décisions en matière de réglementation ou émanant de gouvernements, l'environnement concurrentiel, la performance économique raisonnable au Canada, notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, le niveau des dépenses d'investissement et l'acquisition de licences de spectre. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d'administration (le « conseil ») en fonction de la situation financière et des perspectives de la société. Les programmes de rachat d'actions pourraient être touchés par tout changement quant à notre intention de racheter des actions, ainsi que par l'évaluation et la détermination de la situation financière par le conseil de temps à autre. En conséquence, il n'existe aucune certitude que ces programmes seront maintenus jusqu'en 2016.
- Les questions touchant les ressources humaines, y compris l'embauche, la fidélisation et la formation appropriée du personnel dans un secteur hautement concurrentiel.
- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts similaires, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et en s'assurant que ces initiatives n'aient pas d'incidence négative sur les activités commerciales. Ces initiatives comprennent notre programme de bonification du bénéfice visant à soutenir une amélioration du bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») de 250 millions de dollars d'ici la fin de 2015; l'intégration des activités; l'impartition des processus d'affaires, des activités internes de délocalisation et de réorganisation; les activités d'approvisionnement; et le regroupement de biens immobiliers.
- Les risques liés aux processus, y compris la dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services ainsi que les activités commerciales; notre capacité à assurer une gestion efficace des changements liés au remplacement et à la mise à niveau des systèmes, à la réingénierie des processus et à l'intégration des activités; la mise en œuvre d'ententes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles et le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services; notre capacité à gérer avec succès nos activités à l'étranger; les atteintes à la sécurité de l'information, y compris la perte ou le vol de données; les risques liés aux activités d'aménagement des coentreprises immobilières.
- Les questions fiscales, y compris les lois fiscales susceptibles de faire l'objet d'interprétations différentes et les interprétations effectuées par les administrations fiscales, qui pourraient différer de nos interprétations; les modifications apportées aux lois fiscales, y compris les taux d'imposition; le fait qu'il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées; la complexité des lois fiscales internationales et la conformité à ces lois.
- Les événements touchant la poursuite des activités, y compris notre capacité à maintenir notre service à la clientèle et à exploiter nos réseaux en cas de menaces liées aux interventions humaines, telles que les attaques électroniques et les erreurs humaines; les pannes d'équipement; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement; les menaces de catastrophes naturelles, les épidémies et les pandémies; l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- Les litiges et les questions d'ordre juridique, y compris notre capacité à faire en sorte que notre défense dans le cadre des recours collectifs intentés contre nous soit couronnée de succès.
- Les acquisitions ou les dessaisissements futurs, y compris notre capacité à faire en sorte que l'intégration de ces acquisitions ou les dessaisissements soient fructueux et effectués au moment opportun, et la concrétisation des avantages stratégiques prévus.
- Les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information que nous publions, y compris notre rapport annuel et notre notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités de réglementation semblables au Canada (sur le site SEDAR à l'adresse sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission (la « SEC ») aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l'adresse sec.gov). La rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2012 de TELUS, ainsi que les mises à jour présentées à la rubrique 10 de notre rapport de gestion du troisième trimestre de 2013 sont intégrées par renvoi dans la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

Analyse par la direction des activités opérationnelles

Le 13 février 2014

Table des matières

Rubrique	Description
1. Introduction	1.1 Préparation de l'analyse par la direction des activités opérationnelles 1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités 1.3 Faits saillants – données consolidées 1.4 Fiche d'évaluation des résultats (mesures clés du rendement) 1.5 Objectifs financiers et opérationnels pour 2014
2. Analyse des résultats opérationnels	2.1 Généralités 2.2 Sommaire des résultats trimestriels et tendances 2.3 Résultats opérationnels consolidés 2.4 Secteur des services mobiles 2.5 Secteur des services filaires
3. Évolution de la situation financière	
4. Situation de trésorerie et sources de financement	4.1 Aperçu 4.2 Entrées liées aux activités opérationnelles 4.3 Sorties liées aux activités d'investissement 4.4 Entrées (sorties) liées aux activités de financement 4.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement 4.6 Facilités de crédit 4.7 Vente de créances clients 4.8 Notations du crédit 4.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels 4.10 Information sur les actions en circulation 4.11 Transactions entre parties liées
5. Faits nouveaux concernant les méthodes comptables	
6. Risques et gestion des risques	
7. Définitions et rapprochements	7.1 Mesures financières non définies par les PCGR 7.2 Indicateurs opérationnels – services mobiles

1. Introduction

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités opérationnelles.

1.1 Préparation de l'analyse par la direction des activités opérationnelles

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et de la performance financière consolidées de TELUS pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2013, qui doit être lue conjointement avec l'information financière résumée. Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») que nous utilisons sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). L'utilisation du terme IFRS dans la présente analyse par la direction des activités opérationnelles fait référence à ces normes. Dans notre analyse, nous utilisons également certaines mesures financières non définies par les PCGR, telles que le BAIIA, pour évaluer notre rendement, pour surveiller le respect des clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer notre structure du capital. Ces mesures sont définies clairement et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables à la *rubrique 7.1*. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. Le présent document a été revu par le comité d'audit de TELUS, et le conseil d'administration de cette dernière a approuvé sa publication le 13 février 2014.

1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités

Économie

Nous estimons que la croissance de l'économie au Canada s'est élevée à 1,7 % en 2013, et s'élèvera à 2,4 % en 2014 et à 2,6 % en 2015, selon une combinaison d'estimations formulées par des banques canadiennes et d'autres sources. Dans son Rapport sur la politique monétaire de janvier 2014, la Banque du Canada prévoit que la croissance estimative de l'économie canadienne s'élèvera à 1,8 % en 2013 et à 2,5 % en 2014 et en 2015. Par ailleurs, selon l'Enquête sur la population active publiée par Statistique Canada pour le mois de décembre 2013, le taux de chômage au pays s'est élevé à 7,2 % (7,1 % en décembre 2012).

Réglementation

Les instances en cours du CRTC comprennent l'examen des services filaires de gros, des tarifs d'itinérance liés aux services mobiles de gros et des frais pour les factures papier, ainsi que la concrétisation de l'objectif du service de base pour tous les Canadiens, particulièrement dans les zones de desserte à coût élevé. Par ailleurs, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il compte apporter des modifications à la *Loi sur les communications* et à la *Loi sur la radiocommunication* afin de donner au CRTC et à Industrie Canada l'option d'imposer des sanctions pécuniaires aux sociétés qui enfreignent les règles établies, notamment le Code sur les services sans fil et les règles concernant le déploiement du spectre, les services dans les zones rurales et le partage des pylônes d'antennes.

Après le 31 décembre 2013, Industrie Canada a amorcé les enchères de licences de spectre visant la bande de fréquence de 700 MHz. À la date de la présente analyse par la direction des activités opérationnelles, ces enchères se poursuivaient toujours. Si des licences de spectre de 700 MHz nous sont octroyées dans le cadre de ces enchères, nous prévoyons financer leur acquisition au moyen de l'émission de papier commercial de TELUS Corporation et de fonds en caisse.

1.3 Faits saillants – données consolidées

Acquisition de Public Mobile Holdings Inc.

Le 29 novembre 2013, nous avons acquis 100 % de Public Mobile Holdings Inc. (« Public Mobile »), pour 229 millions de dollars, déduction faite de la trésorerie acquise. Public Mobile est un exploitant canadien de téléphonie mobile dont les principaux marchés se trouvent à Toronto et à Montréal. La transaction a été approuvée par Industrie Canada en octobre 2013 et par le Bureau de la concurrence en novembre 2013. Cet investissement a pour objectif d'accroître les activités de notre secteur des services mobiles, et notamment d'acquérir d'autres licences de spectre.

L'apport de Public Mobile à nos résultats financiers pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 s'est traduit par une augmentation de 9 millions de dollars des produits du secteur des services mobiles, par une diminution de 10 millions de dollars (compte tenu de coûts de restructuration et autres coûts similaires de 8 millions de dollars) du BAIIA, et par une réduction de 7 millions de dollars, ou d'environ un cent par action, du bénéfice net. La totalité des 222 000 abonnés de Public Mobile au 31 décembre 2013 étaient des abonnés des services prépayés.

Programme de rachat d'actions

Le 12 décembre 2013, la Bourse de Toronto (la « TSX ») a approuvé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant à racheter et à annuler, en 2014, un nombre maximal de 16 millions de nos actions ordinaires, pour un montant maximal de 500 millions de dollars. Ces rachats seront effectués par l'intermédiaire de la TSX, de la Bourse de New York (« NYSE »), d'autres types de plateformes de négociation ou autrement, dans la mesure permise par les lois et règlements sur les valeurs mobilières applicables, au cours de la période s'échelonnant du 2 janvier 2014 au 31 décembre 2014. Ce nombre d'actions représente environ 2,6 % des actions ordinaires en circulation de TELUS à la date à laquelle l'avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été déposé auprès de la TSX, et les actions ordinaires seront rachetées seulement au moment souhaité et si nous le jugeons souhaitable. Les porteurs de titres peuvent obtenir des exemplaires de l'avis déposé auprès de la TSX en communiquant avec le service des Relations avec les investisseurs de TELUS (IR@telus.com). Notre conseil d'administration est d'avis que ces rachats d'actions sont dans le meilleur intérêt de la société et qu'ils

constituent une occasion de placement attrayante et une utilisation souhaitable des fonds, qui devraient accroître la valeur des actions résiduelles.

Dans le cadre du programme de rachat d'actions, nous avons également mis en place un programme de rachat d'actions automatique avec un courtier, qui nous permettra de racheter des actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités à des moments auxquels nous ne serions pas autorisés à négocier nos actions pendant les périodes internes d'interdiction de transiger, y compris les périodes trimestrielles prévues à cet effet. Les rachats seront déterminés par le courtier à sa seule discrétion, selon les paramètres établis par TELUS avant toute période d'interdiction de transiger, conformément aux règles de la TSX, aux lois sur les valeurs mobilières applicables et aux conditions de l'accord conclu entre le courtier et TELUS. En janvier 2014, nous avons racheté 590 400 actions ordinaires à des fins d'annulation en vertu du programme de rachat d'actions automatique, pour un montant de 22 millions de dollars et un prix moyen de 37,14 \$ par action.

À l'heure actuelle, nous prévoyons renouveler notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2015 et en 2016, de manière à permettre le rachat d'actions pour un montant maximal de 500 millions de dollars au cours de chacune de ces années civiles. Les futures offres publiques de rachat dans le cours normal des activités seront tributaires de facteurs tels que notre bénéfice et nos flux de trésorerie disponibles, et elles seront assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par notre conseil d'administration, ainsi qu'à l'obtention des approbations réglementaires, y compris l'approbation de la TSX. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs – capacité de maintenir et d'exécuter des programmes pluriannuels de rachat d'actions jusqu'en 2016*.

Faits saillants – données consolidées

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Comptes consolidés de résultat						
Produits opérationnels	2 948	2 851	3,4 %	11 404	10 921	4,4 %
Bénéfice opérationnel ¹	490	440	11,4 %	2 215	1 994	11,1 %
Bénéfice avant impôt ¹	380	344	10,5 %	1 768	1 620	9,1 %
Bénéfice net ¹	290	263	10,3 %	1 294	1 204	7,5 %
Bénéfice net par action de participation ^{1, 2, 3}						
Bénéfice par action (BPA) de base (en dollars)	0,47	0,40	17,5 %	2,02	1,85	9,2 %
BPA dilué (en dollars)	0,46	0,40	15,0 %	2,01	1,84	9,2 %
Dividendes déclarés par action de participation ² (en dollars)	0,36	0,32	12,5 %	1,36	1,22	11,5 %
Nombre moyen pondéré d'actions de participation ² en circulation, de base (en millions)	623	652	(4,4) %	640	651	(1,7) %
Tableaux consolidés des flux de trésorerie						
Entrées liées aux activités opérationnelles	726	703	3,3 %	3 246	3 219	0,8 %
Sorties liées aux activités d'investissement	(787)	(514)	(53,1) %	(2 389)	(2 058)	(16,1) %
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) ⁴	(577)	(521)	(10,7) %	(2 110)	(1 981)	(6,5) %
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	365	(127)	n.s.	(628)	(1 100)	42,9 %
Autres faits saillants						
Nombre de connexions d'abonnés ⁵ (en milliers)				13 296	13 113	1,4 %
BAIIA ^{1, 6}	951	918	3,6 %	4 018	3 859	4,1 %
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA ⁶	33	19	73,7 %	98	48	104,2 %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ⁶	984	937	5,0 %	4 116	3 907	5,3 %
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ⁷ (en %)	33,4	32,9	0,5 pt	36,1	35,8	0,3 pt
Flux de trésorerie disponibles ⁶	136	263	(48,3) %	1 051	1 331	(21,0) %
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires (fois) ^{1, 6}				1,8	1,7	0,1 %

Abréviations utilisées dans l'analyse par la direction des activités opérationnelles : s.o. – sans objet; n.s. – non significatif; n. p. – non présenté; pts – points de pourcentage

1. Les chiffres pour 2012 ont été ajustés pour tenir compte de l'application rétrospective d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011). Se reporter à la rubrique 5.
2. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013 (se reporter à la rubrique 4.10, « Information sur les actions en circulation »).
3. Actions de participation : actions ordinaires depuis le 4 février 2013; actions ordinaires et actions sans droit de vote avant le 4 février 2013. Se reporter à la rubrique 4.10.
4. Les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations, compte non tenu des licences de spectre, présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.
5. Le total du nombre d'abonnés actifs aux services mobiles (en excluant les 222 000 abonnés de Public Mobile), de lignes d'accès au réseau, d'abonnés à Internet et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés au service Télé OPTIK^{MC} et abonnés au service TELUS TV Satellite^{MD}) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2013 et sur une base prospective, les abonnés aux services machine à machine sont exclus de ce résultat. Le nombre de connexions d'abonnés cumulatif tient compte d'un ajustement effectué le 1^{er} avril 2013 afin d'éliminer environ 76 000 abonnés aux services machine à machine. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2013, nous avons ajusté, sur une base prospective, le nombre d'abonnés des services mobiles postpayés de manière à supprimer les abonnés du service Mike, étant donné que nous avons cessé de commercialiser les produits Mike et que nous avons amorcé la mise hors service du réseau iDEN. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés tient compte d'un ajustement au 1^{er} octobre 2013 effectué de manière à supprimer environ 94 000 abonnés au service Mike du nombre d'abonnés des services mobiles postpayés, nombre qui représente selon nous les abonnés qui ne sont pas susceptibles de migrer vers nos nouveaux services.
6. Se reporter à la rubrique 7.1, « Mesures financières non définies par les PCGR ».
7. BAIIA (excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires) en pourcentage des produits opérationnels.

Faits saillants opérationnels

- Les **produits opérationnels** consolidés ont augmenté d'un exercice à l'autre de 97 millions de dollars, ou 3,4 %, au quatrième trimestre de 2013, et de 483 millions de dollars, ou 4,4 %, au cours de l'exercice complet 2013. Les produits tirés des services mobiles de transmission de données sont accrus d'un exercice à l'autre de 78 millions de dollars, ou 14 %, au cours du trimestre, et de 343 millions de dollars, ou 16 %, au cours de l'exercice complet, en raison de la croissance du nombre d'abonnés et de l'utilisation accrue des services de transmission de données. Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté d'un exercice à l'autre de 81 millions de dollars, ou 11 %, au quatrième trimestre, et de 312 millions de dollars, ou 11 %, au cours de l'exercice complet, résultats qui tiennent à la croissance des services de télévision, des services Internet et des services d'impartition des processus d'affaires, ainsi que du service TELUS Santé, facteur neutralisé en partie, pour l'exercice complet, par la diminution des produits tirés de l'équipement de transmission de données découlant de la baisse des dépenses des entreprises, y compris les dépenses des gouvernements, ainsi que par une vente d'équipement négociée au troisième trimestre de 2012. Ces hausses des produits tirés des services mobiles et filaires de transmission de données ont été neutralisées en partie par la baisse continue des produits tirés des services mobiles et filaires de transmission de la voix.

En excluant Public Mobile, les PMAA combinés mensuels tirés des services mobiles se sont établis à 61,86 \$ au quatrième trimestre de 2013, soit une hausse de 0,91 \$, ou 1,5 %, par rapport au quatrième trimestre de 2012. Pour l'exercice complet 2013, ils se sont établis à 61,38 \$, soit une hausse de 0,99 \$, ou 1,6 %, par rapport à 2012, en raison d'un changement dans la composition des abonnés et de l'utilisation accrue des services de transmission de données et des services d'itinérance. Les abonnés des services postpayés représentent plus de 86 % du total du nombre d'abonnés au 31 décembre 2013.

- Le **nombre net de connexions d'abonnés** a augmenté de 119 000 au quatrième trimestre de 2013 et de 353 000 au cours de l'exercice complet 2013, en excluant les abonnés des services mobiles prépayés acquis dans le cadre de l'acquisition de Public Mobile en novembre 2013. Au cours de la période de 12 mois close le 31 décembre 2013, le nombre de connexions d'abonnés a augmenté de 183 000, compte tenu des ajustements effectués au 1^{er} avril 2013 relativement aux abonnés aux services mobiles machine à machine et des ajustements effectués au 1^{er} octobre 2013 relativement aux abonnés au service Mike. Cela représente une hausse de 1,8 % du nombre d'abonnés aux services mobiles (en excluant les 222 000 abonnés acquis avec Public Mobile), une croissance de 20 % du nombre d'abonnés au service de télévision et une croissance de 5,2 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, résultats neutralisés en partie par la réduction de 4,5 % du total des lignes d'accès au réseau.

Les ajouts nets d'abonnés aux services mobiles postpayés se sont établis à 113 000 au quatrième trimestre de 2013 et à 378 000 au cours de l'exercice complet 2013, par rapport à 123 000 au quatrième trimestre de 2012 et à 414 000 au cours de l'exercice complet 2012. Ces résultats à la baisse tiennent au ralentissement de la croissance au sein de l'industrie et à une vive concurrence, facteurs neutralisés en partie par un changement dans la composition des abonnés. Le taux de désabonnement est demeuré faible, en raison de nos initiatives accordant la priorité aux clients et des efforts déployés pour fidéliser les abonnés, initiatives auxquelles nous continuerons d'accorder la priorité en 2014. Le taux de désabonnement mensuel des abonnés des services postpayés s'est élevé à 0,97 % au quatrième trimestre de 2013 et à 1,03 % au cours de l'exercice complet 2013, par rapport à 1,12 % au quatrième trimestre de 2012 et à 1,09 % au cours de l'exercice complet 2012.

- Le **BAIIA** s'est accru d'un exercice à l'autre de 33 millions de dollars, ou 3,6 %, au quatrième trimestre et de 159 millions de dollars, ou 4,1 %, au cours de l'exercice complet, malgré la hausse des coûts de restructuration et autres coûts similaires. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 47 millions de dollars, ou 5,0 %, au quatrième trimestre et de 209 millions de dollars, ou 5,3 %, au cours de l'exercice complet. Ces résultats à la hausse reflètent la croissance des produits tirés du réseau mobile et les produits tirés des services de réseau réacheminés vers le BAIIA, ainsi que l'amélioration des marges liées au service Télé OPTIK, déduction faite de l'incidence, sur les coûts et produits, d'un montant d'environ 7 millions de dollars découlant des importantes inondations survenues en Alberta en juin 2013. Les coûts relatifs aux inondations se rapportent en grande partie au secteur des services filaires.

Le BAIIA au cours de l'exercice complet 2012 tenait aussi compte d'un profit avant impôt de 7 millions de dollars, déduction faite de pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS. Nous ne prévoyons pas conserver une participation dans cette coentreprise résidentielle une fois que les travaux de construction seront terminés.

- Le **bénéfice opérationnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 50 millions de dollars, ou 11 %, au quatrième trimestre et de 221 millions de dollars, ou 11 %, au cours de l'exercice complet. Ces résultats s'expliquent par la hausse du BAIIA, ainsi que par la diminution du total de la dotation aux amortissements découlant de notre

programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs et des ajustements, déduction faite de la croissance des immobilisations.

- Le **bénéfice avant impôt** a augmenté d'un exercice à l'autre de 36 millions de dollars, ou 11 %, au quatrième trimestre de 2013 et de 148 millions de dollars, ou 9,1 %, au cours de l'exercice complet 2013. La hausse du bénéfice opérationnel a été neutralisée en partie par l'accroissement des coûts de financement découlant de nos activités de refinancement en 2013, qui tiennent compte d'une charge de 23 millions de dollars avant impôt liée à la prime au titre du remboursement par anticipation de billets de série CF en mai 2013.
- L'**impôt sur le résultat** a augmenté d'un exercice à l'autre de 9 millions de dollars, ou 11 %, au quatrième trimestre de 2013 et de 58 millions de dollars, ou 14 %, au cours de l'exercice complet 2013, reflétant principalement la hausse du bénéfice avant impôt. L'impôt sur le résultat au cours de l'exercice complet 2013 tient compte d'un ajustement de 22 millions de dollars comptabilisé au deuxième trimestre aux fins de la réévaluation des passifs d'impôt différé découlant de la hausse du taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique, qui est passé de 10 % à 11 % et dont l'application est rétroactive au 1^{er} avril 2013.
- Le **bénéfice net** a augmenté d'un exercice à l'autre de 27 millions de dollars, ou 10 %, au quatrième trimestre de 2013 et de 90 millions de dollars, ou 7,5 %, au cours de l'exercice complet 2013. En excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires, le profit net lié à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS comptabilisé en 2012, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013 et les ajustements liés à l'impôt, le bénéfice net s'est accru d'un exercice à l'autre d'environ 13 %, ou 34 millions de dollars au cours du quatrième trimestre de 2013 et 164 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013.

Analyse du bénéfice net

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice net	290	263	1 294	1 204
Ajouter (déduire) :				
Coûts de restructuration et autres coûts similaires après impôt	23	14	72	36
Profit, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, après impôt	—	—	—	(6)
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt	—	—	17	—
Ajustements défavorables (favorables) liés à l'impôt (se reporter à la rubrique 2.2)	(12)	(10)	3	(12)
Bénéfice net compte non tenu des éléments ci-dessus	301	267	1 386	1 222

- Le **BPA de base** a augmenté d'un exercice à l'autre de 7 cents, ou 17,5 %, au quatrième trimestre de 2013 et de 17 cents, ou 9,2 %, au cours de l'exercice complet 2013. La réduction du nombre d'actions découlant de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2013 s'est traduite par un apport d'environ 2 cents du BPA de base pour le trimestre, et de 4 cents pour l'exercice complet. En excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires, le profit net lié à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS comptabilisé en 2012, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013 et les ajustements liés à l'impôt, le BPA de base s'est accru d'un exercice à l'autre d'environ 9 cents, ou 23 %, au quatrième trimestre de 2013 et de 29 cents, ou 16 %, au cours de l'exercice complet 2013.

Analyse du BPA de base

(en dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
BPA de base	0,47	0,40	2,02	1,85
Ajouter (déduire) :				
Coûts de restructuration et autres coûts similaires après impôt, par action	0,04	0,02	0,11	0,05
Profit, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS après impôt, par action	—	—	—	(0,01)
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt, par action	—	—	0,03	—
Ajustements (favorables) liés à l'impôt, par action (se reporter à la rubrique 2.2)	(0,02)	(0,02)	—	(0,02)
BPA de base compte non tenu des éléments ci-dessus	0,49	0,40	2,16	1,87

- Les **dividendes déclarés par action de participation** ont totalisé 1,36 \$ en 2013, en hausse de 11,5 % par rapport à 2012. Le 12 février 2014, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 36 cents par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société, payable le 1^{er} avril 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 11 mars 2014. Le dividende de 36 cents déclaré pour le premier trimestre de 2014 reflète une augmentation de 4 cents, ou 12,5 %, par rapport au dividende du premier trimestre de 2013, ce qui est conforme à notre programme pluriannuel de croissance des dividendes.

Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement

- Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA (excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires)** au 31 décembre 2013 était de 1,8 fois, en hausse par rapport à 1,7 fois au 31 décembre 2012, résultat qui tient au fait que l'accroissement de la dette nette a été neutralisé en partie seulement par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Ce ratio demeure dans notre fourchette à long terme visée, qui est de 1,5 à 2,0 fois.
- Les **entrées liées aux activités opérationnelles** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 23 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 27 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison des variations du fonds de roulement et de la croissance du BAIIA, facteurs qui ont été en grande partie neutralisés par la hausse des paiements d'intérêts et des paiements d'impôt sur le résultat.
- Les **sorties liées aux activités d'investissement** se sont accrues d'un exercice à l'autre de 273 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 331 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison principalement de l'acquisition de Public Mobile pour 229 millions de dollars, déduction faite de la trésorerie acquise, de la hausse des dépenses d'investissement et, pour l'exercice complet, de l'acquisition de licences de spectre auprès d'un tiers en juillet 2013. Les **dépenses d'investissement** (excluant les licences de spectre) ont augmenté d'un exercice à l'autre de 56 millions de dollars pour le trimestre et de 129 millions de dollars pour l'exercice complet, en raison essentiellement des investissements continus dans l'infrastructure à large bande pour les services filaires et les services mobiles, dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos initiatives accordant la priorité aux clients, dans des ententes avec de grandes entreprises, et dans des initiatives visant à préparer le réseau et les systèmes à la mise hors service future d'actifs existants.
- Les **entrées liées aux activités de financement** se sont élevées à 365 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013, résultat qui reflète l'émission de titres de créance à long terme de 800 millions de dollars en vertu de notre prospectus préalable de base renouvelé, déduction faite des paiements de dividendes et du remboursement de l'encours du papier commercial. Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont établies à 628 millions de dollars pour l'exercice complet 2013, ce qui reflète les rachats d'actions ordinaires en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2013, ainsi que la hausse des paiements de dividendes, facteurs neutralisés en partie par les activités de refinancement de la dette (se reporter à la *rubrique 4.4*).

Au cours de 2013, le montant en trésorerie qui revient aux actionnaires s'est établi à plus de 1,8 milliard de dollars, et se compose d'un montant de 852 millions de dollars au titre des dividendes versés et d'un montant de 1,0 milliard de dollars au titre des rachats d'actions.

- Les **flux de trésorerie disponibles** se sont établis à 136 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et à 1 051 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, résultats qui reflètent une baisse d'un exercice à l'autre de 127 millions de dollars pour le trimestre et de 280 millions de dollars pour l'exercice complet. Ces diminutions tiennent principalement à la hausse des paiements d'impôt sur le résultat et à l'augmentation des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre), déduction faite de la croissance du BAIIA.

1.4 Fiche d'évaluation des résultats (mesures clés du rendement)

En 2013, nous avons atteint trois de nos quatre objectifs initiaux au chapitre des chiffres consolidés, et avons atteint trois de nos quatre objectifs initiaux au chapitre des résultats sectoriels, lesquels ont été annoncés le 15 février 2013. Nous avons excédé nos objectifs concernant les dépenses d'investissement en 2013, en raison de nos investissements continus dans l'infrastructure à large bande pour les services filaires et les services mobiles, dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos initiatives accordant la priorité aux clients, dans les ententes avec de grandes entreprises, et dans des initiatives visant à préparer le réseau et les systèmes à la mise hors service future d'actifs existants. Les produits du secteur des services mobiles se sont établis en deçà de la tranche inférieure de la fourchette cible, résultat qui s'explique par la diminution des ventes d'équipement tenant à la réduction du nombre brut de mises en service, par la composition des appareils et, dans une moindre mesure, par la réduction des ajouts nets, ainsi que par la diminution des PMAA découlant de l'adoption initiale, à la fin de 2013, de contrats d'une durée de deux ans pour les abonnés qui optimisent leurs forfaits. L'incidence de l'adoption de ces contrats devrait s'atténuer dans une certaine mesure en 2014, au fur et à mesure que le nombre de mises en service ou de renouvellements en vertu des contrats d'une durée de deux ans augmentera. Ces facteurs ont été compensés dans le BAIIA du secteur des services mobiles, en raison de la diminution des frais d'acquisition des abonnés. L'apport de Public Mobile aux résultats financiers consolidés s'est traduit par une augmentation de 9 millions de dollars des produits du secteur des services mobiles, par une baisse de 10 millions de dollars du BAIIA, et par une réduction d'environ 1 cent du BPA de base, pour le trimestre clos le 31 décembre 2013.

Nous avons respecté nos objectifs à long terme, nos politiques et nos lignes directrices sur le plan financier, notamment le fait d'avoir maintenu, de façon générale, des liquidités inutilisées d'au moins 1,0 milliard de dollars et un ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires de 1,5 à 2,0 fois. Nous avons également effectué six hausses ciblées des dividendes semestriels de 2011 à 2013. Nous avons annoncé que nous comptons effectuer des hausses de dividendes semestrielles continues, la hausse annuelle devant se situer aux alentours de 10 % jusqu'à la fin de 2016, sous réserve de l'évaluation et de la détermination par le conseil, chaque trimestre, de notre situation financière et de nos perspectives et selon notre indication concernant le ratio de distribution à long terme de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective. Il n'existe aucune certitude que nous maintiendrons le programme de croissance des dividendes. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs – La capacité de maintenir le programme de croissance des dividendes aux alentours de 10 % par année jusqu'en 2016*.

Le tableau suivant illustre le rendement de TELUS par rapport à nos objectifs initiaux pour 2013 et présente également nos objectifs pour 2014. Nos objectifs, nos plans et nos hypothèses concernant 2014 sont assujettis dans leur totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités opérationnelles.

Fiche d'évaluation

	Rendement pour 2013			Objectifs pour 2014 et croissance ⁶
	Résultats réels et croissance	Objectifs initiaux et croissance, et indications révisées ⁵	Résultat	
Chiffres consolidés				
Produits	11,4 G\$ 4,4 %	11,4 G\$ à 11,6 G\$ 4 % à 6 %	✓	11,9 G\$ à 12,1 G\$ 4 % à 6 %
BAIIA ^{1, 2}	4,02 G\$ 4,1 %	3,95 G\$ à 4,15 G\$ 2 % à 8 %	✓	4,150 G\$ à 4,350 G\$ 3 % à 8 %
BPA de base ^{1, 3}	2,02 \$ 9,2 %	1,90 \$ à 2,10 \$ 3 % à 14 %	✓	2,25 \$ à 2,45 \$ 11 % à 21 %
Dépenses d'investissement ⁴	2,11 G\$ 6,5 %	Environ 1,95 G\$ Révisé et porté à environ 2,0 G\$ le 8 novembre	X X	Environ 2,2 G\$
Secteur des services mobiles				
Total des produits (externes)	6,1 G\$ 4,9 %	6,2 G\$ à 6,3 G\$ 6 % à 8 % Révisé et établi entre 6,1 G\$ et 6,2 G\$ le 8 novembre	X ✓	—
Produits tirés des services de réseau (externes)	5,6 G\$ 5,1 %	—	—	5,9 G\$ à 6,0 G\$ 5 % à 7 %
BAIIA ^{1, 2}	2,604 G\$ 5,9 %	2,575 G\$ à 2,675 G\$ 5 % à 9 %	✓	2,725 G\$ à 2,825 G\$ 4 % à 8 %
Secteur des services filaires				
Produits (externes)	5,3 G\$ 3,9 %	5,2 G\$ à 5,3 G\$ 2 % à 4 %	✓	5,45 G\$ à 5,55 G\$ 3 % à 5 %
BAIIA ^{1, 2}	1,414 G\$ 0,9 %	1,375 G\$ à 1,475 G\$ (2) % à 5 %	✓	1,425 G\$ à 1,525 G\$ 1 % à 8 %

Objectif atteint (✓); Objectif non atteint (X).

1. Par suite de l'application d'IAS 19 (modifiée en 2011).
2. Se reporter à la rubrique 7.1, « Mesures financières non définies par les PCGR ».
3. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013.
4. L'objectif et les résultats au chapitre des dépenses d'investissement ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre.
5. Les objectifs en 2013 et les indications révisées pour 2013 (le 8 novembre 2013) ne tiennent pas compte de l'incidence de Public Mobile.
6. Les objectifs et les taux de croissance pour 2014 ne tiennent pas compte de Public Mobile.

Nous avons formulé les principales hypothèses suivantes lorsque nous avons annoncé les objectifs pour 2013, en février 2013.

Hypothèses relatives aux objectifs pour 2013 et résultats

Hypothèses quantitatives :

- Pénétration du marché des services mobiles au Canada : Gain réel estimé de 1,8 point de pourcentage; l'hypothèse prévoyait un gain de 2 à 3 points de pourcentage, en raison de la vive concurrence ainsi que de l'adoption et de l'échange de téléphones intelligents, de tablettes et d'applications de transmission de données. La croissance au sein de l'industrie a ralenti par rapport à 2012, selon l'information publiée et selon nos estimations pour 2013.
- Régimes de retraite : La charge totale au titre des régimes de retraite à prestations définies s'est établie à 161 millions de dollars et se compose d'une charge de 108 millions de dollars au titre des avantages du personnel et d'un montant de 53 millions de dollars relativement aux coûts de financement. Le montant estimé de la charge pour 2013 était de 160 millions de dollars, soit environ 110 millions de dollars relativement à la charge au titre des avantages du personnel et environ 50 millions de dollars relativement aux coûts de financement. Le montant réel aux fins de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies s'est établi à 198 millions de dollars, comparativement à l'estimation initiale d'environ 195 millions de dollars.
- Coûts de restructuration et autres coûts similaires : Le résultat réel s'est établi à 98 millions de dollars. L'hypothèse a été révisée le 8 août 2013 et portée d'environ 75 millions de dollars à environ 100 millions de dollars, en raison des initiatives d'efficacité opérationnelle en cours et supplémentaires.
- Dotation aux amortissements : Le résultat réel s'est établi à 1,8 milliard de dollars. L'hypothèse a été révisée le 8 août et ramenée d'environ 1,9 milliard de dollars à environ 1,85 milliard de dollars. Le résultat réel est inférieur à notre hypothèse, en raison des ajustements découlant de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.
- Coûts de financement : Le résultat réel s'est établi à 447 millions de dollars. L'hypothèse a été révisée le 8 août et portée d'environ 400 millions de dollars à 440 millions de dollars, en raison de l'augmentation de l'encours de notre dette nette et de la prime au titre du remboursement par anticipation de billets en mai 2013.
- Taux d'imposition prévu par la loi combiné : Le taux réel s'est établi à 26,1 %. L'hypothèse a été révisée le 8 août et établie dans une fourchette de 25,5 % à 26,5 %, en raison de la hausse du taux d'imposition provincial en Colombie-Britannique. Notre hypothèse initiale se situait dans une fourchette de 25 % à 26 %.
- Paiements d'impôt en trésorerie : Le résultat réel s'est établi à 438 millions de dollars. L'hypothèse prévoyait des paiements de 390 millions de dollars à 440 millions de dollars.

Hypothèses qualitatives :

- Continuité d'une vive concurrence au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché aux consommateurs et le marché d'affaires.
- Maintien ou hausse des frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés du secteur des services mobiles – hypothèse confirmée, la hausse de ces frais étant de 0,2 %.
- Maintien ou légère hausse des PMAA combinés tirés des services mobiles – hypothèse confirmée, la hausse s'étant élevée à 1,6 %.
- La croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données devrait être neutralisée en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants – hypothèse confirmée, la croissance de 11 % des produits tirés des services de transmission de données ayant été neutralisée par la baisse de 5,2 % des produits tirés des services de transmission de la voix et autres produits, ce qui se traduit par une croissance nette des produits externes tirés des services filaires de 3,9 %.
- Niveau prévu des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) touché par les investissements continus visant à soutenir la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles et aux services filaires, ainsi que des améliorations apportées aux technologies.

1.5 Objectifs financiers et opérationnels pour 2014

Nous prévoyons une croissance future attribuable aux ajouts nets d'abonnés des services mobiles postpayés, conjugués à l'utilisation continue de téléphones intelligents et aux échanges d'appareils, ainsi qu'une croissance continue du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK et au service Internet haute vitesse et une faible croissance des PMAA liés à ces services.

Pour 2014, nos objectifs ne tiennent pas compte de l'incidence de Public Mobile. Nous prévoyons une croissance des produits consolidés de 11,9 milliards de dollars à 12,1 milliards de dollars, ou d'environ 4 % à 6 %. Nous prévoyons un BAIIA consolidé de 4,150 milliards de dollars à 4,350 milliards de dollars, soit une croissance d'environ 3 % à 8 %. La croissance des produits et du BAIIA devrait découler de l'accroissement des services de transmission de données mobiles et filaires. Nous prévoyons un BPA de base de 2,25 \$ à 2,45 \$, soit une augmentation d'environ 11 % à 21 % attribuable à la croissance du BAIIA ainsi qu'à la réduction du nombre d'actions en circulation découlant de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. Indépendamment de nos objectifs, l'intégration de Public Mobile en 2014 devrait avoir une incidence sur le BAIIA consolidé et le BAIIA du secteur des services mobiles, ainsi que sur le BPA. On s'attend à une incidence défavorable d'environ 40 millions de dollars sur le BAIIA consolidé et le BAIIA du secteur des services mobiles, et à une incidence défavorable d'environ 6 cents sur le BPA.

Les produits tirés du réseau mobile devraient être de 5,9 milliards de dollars à 6,0 milliards de dollars en 2014, soit une augmentation d'environ 5 % à 7 % découlant de la faible croissance du nombre d'abonnés et de la faible croissance des PMAA combinés en raison de l'utilisation accrue des services de transmission de données. Nous prévoyons une croissance du marché des services mobiles au Canada en 2014, et un gain d'environ 1 à 2 points de pourcentage au chapitre de la pénétration du marché, soit un résultat analogue à celui enregistré en 2013. Nous nous attendons à ce que la croissance des produits tirés des services de transmission de données et des produits tirés des services d'itinérance neutralise la diminution des produits tirés des services de transmission de la voix. Nous prévoyons un BAIIA du secteur des services mobiles de 2,725 milliards de dollars à 2,825 milliards de dollars, soit une augmentation d'environ 4 % à 8 %.

Nous prévoyons des produits du secteur des services filaires de 5,45 milliards de dollars à 5,55 milliards de dollars en 2014, soit une augmentation d'environ 3 % à 5 % qui reflète la croissance continue des produits tirés des services de transmission de données, notamment le service Télé OPTIK et le service Internet haute vitesse, ainsi que des services à l'intention des clients d'affaires, facteur neutralisé en partie par la diminution continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants. Nous prévoyons un BAIIA du secteur des services filaires de 1,425 milliard de dollars à 1,525 milliard de dollars en 2014, soit une augmentation d'environ 1 % à 8 %. Nous prévoyons une amélioration des marges liées au service Télé OPTIK, aux services aux grandes entreprises et aux initiatives en matière d'efficacité, qui sera neutralisée en partie par la tendance à la baisse continue, au sein de l'industrie, des pertes liées aux produits tirés des services de transmission de la voix existants qui génèrent des marges plus élevées.

Les dépenses d'investissement consolidées devraient s'établir à environ 2,2 milliards de dollars en 2014, le secteur des services mobiles pour le montant qui exclut les coûts relatifs à l'acquisition de licences de spectre. Nous prévoyons continuer d'investir dans le secteur des services mobiles pour l'élargissement du réseau 4G LTE et les mises à niveau. Nous prévoyons poursuivre l'élargissement de notre infrastructure à large bande et les mises à niveau, y compris le déploiement continu de la fibre optique plus loin dans le réseau, en vue de soutenir la croissance du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK et au service Internet haute vitesse et l'accroissement des vitesses liées aux services Internet sur le réseau à large bande. Nous comptons également investir dans des initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos activités accordant la priorité aux clients, et dans la préparation du réseau et des systèmes à la mise hors service future d'actifs existants.

Nos objectifs financiers à long terme, nos politiques et nos lignes directrices sur le plan financier sont décrits à la *rubrique 1.4*. L'atteinte de nos objectifs pour 2014 est assujettie à des risques et incertitudes comprenant, sans toutefois s'y limiter, la concurrence, les questions de réglementation, les exigences en matière de financement et d'endettement, les questions fiscales, la conjoncture économique, les litiges et d'autres facteurs dont il est fait mention dans la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs*. Les objectifs de 2014 sont basés sur un grand nombre d'hypothèses, dont les suivantes :

Hypothèses relatives aux objectifs de 2014

- Taux de croissance estimé de l'économie au Canada de 2,4 % en 2014.
- Aucune décision réglementaire ni aucune mesure gouvernementale défavorable importante.
- Poursuite de la concurrence soutenue au chapitre des services mobiles et des services filaires dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs;
- Gain d'environ 1 à 2 points de pourcentage au chapitre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada, soit un résultat analogue à celui enregistré en 2013.
- Adoption et échange continus, par les abonnés, de téléphones intelligents à forte concentration de données, à un taux analogue aux niveaux enregistrés en 2013 (70 % à 80 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés), en raison du fait que les clients désirent une connectivité mobile accrue à Internet.
- Croissance des produits tirés des services mobiles découlant de l'accroissement des mises en service des abonnés aux services postpayés découlant de la pénétration accrue du marché, et faible hausse des PMAA combinés découlant de l'utilisation accrue des services de transmission de données, y compris l'utilisation accrue de forfaits de données partagées, ainsi qu'à la composition des abonnés.
- Maintien ou augmentation des frais d'acquisition et de fidélisation d'abonnés, en fonction du nombre brut de mises en service et des pressions du marché.
- Croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données découlant de l'accroissement du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK et au service Internet haute vitesse, soit une croissance analogue à celle enregistrée en 2013, et d'une augmentation modérée des produits opérationnels moyens par client, ainsi que de la croissance des services aux clients d'affaires.
- Régimes de retraite : charge au titre des régimes de retraite à prestations définies se composant d'un montant d'environ 85 millions de dollars comptabilisé relativement à la charge au titre des avantages du personnel et d'un montant d'environ 2 millions de dollars comptabilisé dans les coûts de financement relativement au montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel; taux d'actualisation de 4,75 % aux fins de la comptabilisation des régimes de retraite à prestations définies du personnel; montant d'environ 105 millions de dollars au titre de la capitalisation des régimes de retraite à prestations définies.
- Coûts de restructuration et autres coûts similaires d'environ 75 millions de dollars au titre des initiatives d'efficacité opérationnelle, et autres initiatives au chapitre de l'amélioration des marges visant à atténuer les pressions découlant du remplacement de la technologie et de la croissance du nombre d'abonnés.
- Impôt sur le résultat : taux d'imposition prévu par la loi combiné de 26,0 % à 26,5 % et paiements d'impôt en trésorerie de 540 millions de dollars à 600 millions de dollars. L'augmentation des paiements d'impôt en trésorerie est imputable à la hausse des acomptes provisionnels en fonction du bénéfice comptabilisé en 2013, à l'incidence des modifications apportées par le gouvernement fédéral du Canada à sa politique, en vertu desquelles il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées, ainsi qu'à la diminution des économies d'impôt.
- Investissements continus dans l'infrastructure à large bande ainsi que dans l'élargissement du réseau 4G LTE et dans les mises à niveau, de même que dans les initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes.
- Dépréciation modérée du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain, comparativement au taux de change moyen en 2013

2. Analyse des résultats opérationnels

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités opérationnelles.

2.1 Généralités

Nos secteurs opérationnels et nos secteurs à présenter sont les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (le principal décideur opérationnel).

2.2 Sommaire des résultats trimestriels et tendances

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T4 2013	T3 2013	T2 2013	T1 2013	T4 2012	T3 2012	T2 2012	T1 2012
Produits opérationnels	2 948	2 874	2 826	2 756	2 851	2 774	2 665	2 631
Charges opérationnelles								
Achat de biens et services	1 349	1 237	1 222	1 154	1 330	1 222	1 152	1 116
Charge au titre des avantages du personnel ¹	648	602	606	568	603	562	543	534
Dotation aux amortissements	461	445	446	451	478	461	456	470
Total des charges opérationnelles	2 458	2 284	2 274	2 173	2 411	2 245	2 151	2 120
Bénéfice opérationnel¹	490	590	552	583	440	529	514	511
Coûts de financement ¹	110	109	132	96	96	96	96	86
Bénéfice avant impôt¹	380	481	420	487	344	433	418	425
Charge d'impôt sur le résultat ¹	90	125	134	125	81	110	119	106
Bénéfice net et bénéfice net attribuable aux actions de participation¹	290	356	286	362	263	323	299	319
Bénéfice net par action de participation^{1, 2}								
– De base	0,47	0,56	0,44	0,56	0,40	0,49	0,46	0,49
– Dilué	0,46	0,56	0,44	0,55	0,40	0,49	0,46	0,49
Dividendes déclarés par action de participation^{2, 3}	0,36	0,34	0,34	0,32	0,32	0,305	—	0,595
Entrées liées aux activités opérationnelles	726	1 084	707	729	703	965	788	763
Information supplémentaire								
BAIIA ^{1, 4}	951	1 035	998	1 034	918	990	970	981
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA ⁴	33	15	39	11	19	3	13	13
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ⁴	984	1 050	1 037	1 045	937	993	983	994
Flux de trésorerie disponibles ⁴	136	365	192	358	263	426	284	358

1. Les chiffres pour 2012 ont été ajustés pour tenir compte de l'application rétrospective d'IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011).
2. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une avec prise d'effet le 16 avril 2013.
3. Les dividendes déclarés au premier trimestre de 2012 comprennent le dividende pour le premier trimestre de 29 cents par action versé le 2 avril 2012 et le dividende pour le deuxième trimestre de 30,5 cents par action versé le 3 juillet 2012.
4. Se reporter à la rubrique 7.1, « Mesures non définies par les PCGR ».

Tendances

La tendance observée au chapitre des produits consolidés continue de refléter i) la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés du réseau mobile, en raison de l'accroissement du nombre d'abonnés et de l'utilisation accrue des services de transmission de données; ii) les produits tirés de l'équipement mobile, qui ont diminué d'un exercice à l'autre au cours des deux derniers trimestres, mais qui ont de façon générale augmenté d'un exercice à l'autre en raison de l'accroissement des ventes de téléphones intelligents à valeur plus élevée; iii) la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés des services mobiles de transmission de données, laquelle découle du service de télévision, du service Internet, des services d'impartition des processus d'affaires et de TELUS Santé et continue d'excéder la baisse des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants et des autres produits.

Les produits à la hausse tirés du réseau mobile reflètent la croissance des produits tirés des services de transmission de données (croissance d'un exercice à l'autre de 14 % au quatrième trimestre et de 16 % au cours de l'exercice complet 2013), laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix (diminution d'un exercice à l'autre de 2,7 % et de 2,1 %, respectivement, au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2013). La croissance des produits tirés des services de transmission de données découle de la plus importante consommation de données en raison de la prolifération des téléphones intelligents, des tablettes et des autres appareils mobiles, facteur neutralisé en partie par l'utilisation accrue de

forfaits de partage de données. La croissance des produits tirés des services de transmission de données reflète également la hausse des produits tirés des services d'itinérance. Par conséquent, les PMAA combinés mensuels se sont accrus d'un exercice à l'autre au cours de 13 trimestres consécutifs. Un certain ralentissement de la tendance au chapitre de la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données est imputable aux pressions concurrentielles qui entraînent l'ajout de plus importants lots de données aux forfaits, y compris le partage de données, et un nombre plus élevé de forfaits de messagerie textuelle illimitée, ainsi qu'au transfert du trafic de données vers les points d'accès sans fil (Wi-Fi) qui sont de plus en plus disponibles. En juillet 2013, nous avons lancé de nouveaux forfaits de deux ans pour les services mobiles, qui pourraient avoir une incidence sur les tendances futures au chapitre des produits ainsi que sur les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés, y compris l'optimisation des forfaits d'appels et de messagerie textuelle illimités et des forfaits de partage de données des abonnés, et qui pourraient possiblement augmenter la fréquence à laquelle les abonnés mettent leurs appareils et services à jour. Au fur et à mesure que les contrats signés avant juillet 2013 arriveront à échéance et que les abonnés pourront uniquement renouveler leur contrat pour une durée maximale de deux ans, les PMAA combinés devraient augmenter au fil du temps. Toutefois, l'issue de cette situation dépend fortement de la concurrence et du comportement des consommateurs, ainsi que du choix des appareils et d'autres facteurs.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats ont, dans le passé, revêtu un caractère saisonnier aux troisième et quatrième trimestres. Ces facteurs peuvent également avoir une plus grande incidence lorsque survient le lancement d'appareils emblématiques. Le BAIIA du secteur des services mobiles affiche habituellement une baisse au quatrième trimestre, en raison de l'intensification de la concurrence et du caractère saisonnier des mises en service. Les ajouts d'abonnés sont habituellement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Dans le passé, les PMAA mensuels tirés des services mobiles ont enregistré des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres en raison de l'utilisation accrue de ces services pendant la saison des vacances et du recours aux services d'itinérance, et des baisses séquentielles aux quatrième et premier trimestres.

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de données reflète l'augmentation continue du nombre d'abonnés à TELUS TV (en hausse de 20 % pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2013) et l'accroissement des produits par client, ainsi que l'augmentation des produits tirés des services de transmission de données améliorés, des services Internet et des services d'impartition des processus d'affaires. La croissance des produits tirés des services Internet reflète notamment l'accroissement du nombre d'abonnés à notre service Internet haute vitesse (croissance de 5,2 % pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2013) découlant de l'offre de services groupés avec le service Télé OPTIK, ainsi que l'accroissement des produits par client. La tendance à la baisse générale des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des lignes d'accès au réseau tient au passage aux services mobiles et aux services et applications IP, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs offrant des services VoIP (qui comprennent des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises dotées d'installations. La tendance à la baisse générale au chapitre des lignes d'affaires d'accès au réseau reflète l'intensification de la concurrence sur le marché des PME, ainsi que le remplacement des lignes de transmission de la voix par les services IP et les services mobiles.

La tendance au chapitre de la charge liée aux achats de biens et services reflète l'augmentation des coûts liés au contenu et au soutien pour tenir compte de la hausse du nombre d'abonnés au service Télé OPTIK de TELUS, ainsi que le caractère saisonnier de la charge liée aux services mobiles des troisième et quatrième trimestres décrit précédemment.

La tendance au chapitre de la charge au titre des avantages du personnel tient compte de l'augmentation des coûts de restructuration liés à l'effectif en 2013, de l'accroissement de la rémunération, des acquisitions d'entreprises qui sont individuellement non significatives, et de l'embauche ciblée de personnel pour soutenir la croissance des services mobiles.

La baisse séquentielle de la dotation aux amortissements aux premier et deuxième trimestres de 2013 est attribuable à des ajustements mineurs découlant de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.

Les coûts de financement en 2013 reflètent nos activités de refinancement au cours des deuxième et quatrième trimestres. Fait notable, les coûts de financement au deuxième trimestre de 2013 comprennent une prime de 23 millions de dollars au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme. De plus, les coûts de financement pour les huit périodes présentées comprennent divers profits ou pertes de change et des montants variables de produits d'intérêts, notamment les produits d'intérêts découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs qui se sont élevés à 10 millions de dollars au premier trimestre de 2012.

Les tendances observées au chapitre du bénéfice net et du BPA de base reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements liés aux variations de l'impôt sur le résultat, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes après impôt sur les redressements.

Ajustements liés à l'impôt sur le résultat

	T4 2013	T3 2013	T2 2013	T1 2013	T4 2012	T3 2012	T2 2012	T1 2012
Incidence sur le bénéfice net (en millions de dollars)	12	2	(22)	5	10	3	(11)	10
Incidence sur le bénéfice par action de base (en dollars)	0,02	—	(0,03)	0,01	0,02	—	(0,02)	0,02

La tendance au chapitre des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles reflète la croissance du BAIIA, déduction faite de la hausse des paiements d'intérêt et des paiements d'impôt sur le résultat. La tendance au chapitre des flux de trésorerie disponibles reflète également ces facteurs, déduction faite des dépenses d'investissement plus élevées (excluant les licences de spectre) ayant trait à nos investissements dans l'infrastructure pour les services filaires et les services mobiles, dans la fiabilité du réseau, dans des ententes avec de grandes entreprises et dans des initiatives visant à préparer le réseau et les systèmes à la mise hors service future d'actifs existants.

2.3 Résultats opérationnels consolidés

L'analyse qui suit porte sur le rendement financier consolidé de TELUS. Une analyse sectorielle est présentée à la rubrique 2.4, « Secteur des services mobiles », à la rubrique 2.5, « Secteur des services filaires », et à la rubrique 4.3, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses d'investissement ».

Produits opérationnels

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Services	2 699	2 598	3,9 %	10 601	10 079	5,2 %
Équipement	229	236	(3,0) %	735	773	(4,9) %
Produits tirés des services et de l'équipement	2 928	2 834	3,3 %	11 336	10 852	4,5 %
Autres produits opérationnels	20	17	17,6 %	68	69	(1,4) %
	2 948	2 851	3,4 %	11 404	10 921	4,4 %

Les produits opérationnels consolidés ont augmenté d'un exercice à l'autre de 97 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 483 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013.

- Les **produits tirés des services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 101 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 522 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison de la croissance des abonnés aux services mobiles, au service de télévision et au service Internet ainsi que de l'accroissement des produits tirés des services de transmission de données, facteurs neutralisés en partie par la baisse des produits tirés des services mobiles et filaires de transmission de la voix, et par la diminution des lignes d'accès au réseau filaire.
- Les **produits tirés de l'équipement** ont diminué d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 38 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Les ventes d'équipement mobile ont diminué légèrement d'un exercice à l'autre au cours du trimestre, en raison de la baisse des ajouts bruts d'abonnés, du fait que davantage d'abonnés ont fourni leurs propres appareils, et de la diminution des volumes de fidélisation d'abonnés, facteurs neutralisés en partie par une plus grande proportion de téléphones intelligents vendus. Pour l'exercice complet, les ventes d'équipement mobile ont augmenté légèrement, en raison de l'accroissement des volumes de fidélisation d'abonnés et de la plus grande proportion de téléphones intelligents vendus. Les ventes d'équipement filaire sont demeurées inchangées au cours du trimestre et ont diminué au cours de l'exercice complet 2013, résultat qui tient à la diminution des dépenses des entreprises, y compris les dépenses des gouvernements, ainsi qu'à une importante vente d'équipement négociée au troisième trimestre de 2012.
- Les **autres produits opérationnels** se sont accrus d'un exercice à l'autre de 3 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013, en raison principalement des profits liés aux placements. Pour l'exercice complet, les autres produits opérationnels ont diminué d'un exercice à l'autre de 1 million de dollars, les profits liés aux placements en 2013 ayant été neutralisés par la diminution de l'aide publique et par la comptabilisation, à l'exercice précédent, du profit de 7 millions de dollars avant impôt, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS.

Charges opérationnelles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Achat de biens et services ¹	1 349	1 330	1,4 %	4 962	4 820	2,9 %
Charge au titre des avantages du personnel ¹	648	603	7,5 %	2 424	2 242	8,1 %
Amortissement des immobilisations corporelles	347	373	(7,0) %	1 380	1 422	(3,0) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	114	105	8,6 %	423	443	(4,5) %
	2 458	2 411	1,9 %	9 189	8 927	2,9 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts similaires.

Les charges opérationnelles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 47 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 262 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013.

- **L'achat de biens et services** a augmenté d'un exercice à l'autre de 19 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 142 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces hausses reflètent l'augmentation des coûts de programmation liés aux services de télévision et la hausse des coûts liés au réseau et des coûts visant à soutenir la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles, facteurs neutralisés en partie par la diminution des frais de marketing liés aux services mobiles. Le résultat pour le trimestre est présenté déduction faite du plus faible coût des produits vendus découlant des ventes moins élevées d'équipement mobile. Pour l'exercice complet, le résultat est présenté déduction faite du plus faible coût des produits vendus découlant des ventes moins élevées d'équipement filaire.
- La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 45 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 182 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison principalement de l'accroissement de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, de la hausse des coûts de restructuration au titre des initiatives liées à l'effectif, ainsi que des acquisitions d'entreprises qui sont individuellement non significatives.
- L'**amortissement des immobilisations corporelles** a diminué d'un exercice à l'autre de 26 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 42 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces diminutions tiennent principalement à des ajustements comptabilisés en 2013 et en 2012, qui découlent de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs, facteur neutralisé en partie par la croissance des immobilisations (telles que les actifs liés au réseau à large bande et aux services de télévision, le réseau LTE mobile et les centres de données Internet).
- L'**amortissement des immobilisations incorporelles** a augmenté d'un exercice à l'autre de 9 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et a diminué d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. L'augmentation pour le trimestre reflète principalement la croissance des logiciels administratifs et logiciels pour applications réseau, et les acquisitions. La diminution pour l'exercice complet tient aux ajustements comptabilisés à l'exercice précédent qui découlent de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs et à l'accroissement des logiciels entièrement amortis, déduction faite des augmentations découlant des nouveaux logiciels administratifs et logiciels pour applications réseau et des acquisitions.

En décembre 2013, nous avons effectué notre test de dépréciation annuel des immobilisations incorporelles et du goodwill, et déterminé qu'aucune dépréciation ne s'était produite.

Bénéfice opérationnel

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Bénéfice opérationnel	490	440	11,4 %	2 215	1 994	11,1 %

Le bénéfice opérationnel a augmenté d'un exercice à l'autre de 50 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 221 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces résultats tiennent compte de la hausse du BAIIA de 33 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 (hausse de 26 millions de dollars du BAIIA du secteur des services mobiles, et hausse de 7 millions de dollars du BAIIA du secteur des services filaires) et de 159 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013 (hausse de 146 millions de dollars du BAIIA du secteur des services mobiles, et hausse de 13 millions de dollars du secteur des services filaires). Les résultats tiennent

également compte de la réduction du total de la dotation aux amortissements de 17 millions de dollars pour le trimestre et de 62 millions de dollars pour l'exercice complet.

Coûts de financement

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Charges d'intérêts, compte non tenu de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme	97	89	9,0 %	380	355	7,0 %
Prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme	—	—	—	23	—	n.s.
Montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel	14	10	40,0 %	54	42	28,6 %
Charges (produits) d'intérêts et (profits) de change	(1)	(3)	66,7 %	(10)	(23)	56,5 %
	110	96	14,6 %	447	374	19,5 %

Les coûts de financement ont augmenté d'un exercice à l'autre de 14 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 73 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces hausses s'expliquent essentiellement par nos activités de refinancement aux deuxième et quatrième trimestres de 2013, qui ont donné lieu à l'augmentation de l'encours de notre dette à long terme et à la réduction du risque de refinancement à court terme au moyen de l'accroissement de la durée moyenne à l'échéance de notre dette à long terme, la portant de 5,5 ans à l'exercice précédent à 9,4 ans au 31 décembre 2013. Le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme (excluant le papier commercial) s'élevait à 5,00 % au 31 décembre 2013, par rapport à 5,27 % à l'exercice précédent. Pour des renseignements plus détaillés, se reporter à « Émission et remboursement de titres de créance à long terme », à la rubrique 4.4.

- Les **charges d'intérêts** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 25 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison principalement de l'augmentation de la dette à long terme et du remboursement du papier commercial à faible taux.
- La **prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme** constitue une charge de 23 millions de dollars avant impôt, qui découle du remboursement par anticipation en mai 2013, un an avant leur échéance initiale, de billets de série CF à 4,95 % d'un montant de 700 millions de dollars.
- Le **montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel** est, pour les périodes de 2013 et de 2012, calculé en fonction du montant net du passif au titre des prestations définies aux 31 décembre 2012 et 2011, respectivement. L'augmentation en 2013 reflète la hausse du montant net du passif au titre des prestations définies en 2012, qui a été neutralisée en partie seulement par la réduction du taux d'actualisation. Nous nous attendons à ce que le montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel en 2014 soit ramené à un montant nominal, situation qui s'explique par le fait que le déficit net au titre de ces régimes sera remplacé par un excédent nominal tenant aux rendements élevés enregistrés en 2013 et à l'application d'un taux d'actualisation plus élevé au 31 décembre 2013, déduction faite de l'augmentation des espérances de vie hypothétiques.
- Les **produits d'intérêts et profits de change** fluctuent d'une période à l'autre. Les produits d'intérêts se sont élevés à 8 millions de dollars en 2013 (résultat qui tient compte d'un montant de 4 millions de dollars découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs), par rapport à 15 millions de dollars en 2012 (résultat qui tient compte d'un montant de 14 millions de dollars découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs). La tranche résiduelle des résultats obtenus représente le montant net des profits de change.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés	99	88	12,5 %	461	415	11,1 %
Réévaluation du passif d'impôt différé pour refléter les taux d'imposition prévus par la loi futurs	—	—	—	22	12	83,3 %
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	(12)	(8)	(50,0) %	(14)	(13)	(7,7) %
Autres	3	1	n.s.	5	2	150,0 %
	90	81	11,1 %	474	416	13,9 %
Taux d'imposition combinés prévus par la loi (en %)	26,1	25,8	0,3 pt	26,1	25,7	0,4 pt
Taux d'imposition effectifs (en %)	23,7	23,6	0,1 pt	26,8	25,7	1,1 pt

Les impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés ont augmenté d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 46 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison de la croissance du bénéfice avant impôt et de la hausse du taux d'imposition prévu par la loi en Colombie-Britannique, qui est passé de 10 % à 11 % avec prise d'effet le 1^{er} avril 2013. La réévaluation des passifs d'impôt différé au cours de l'exercice complet 2013 s'explique par la hausse du taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique au deuxième trimestre de 2013, et celle effectuée au cours de l'exercice complet 2012 tient à l'élimination, au deuxième trimestre de 2012, des réductions du taux d'imposition des sociétés en Ontario adoptées antérieurement.

Bénéfice global

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Bénéfice net	290	263	10,3 %	1 294	1 204	7,5 %
Autres éléments du résultat global :						
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	(2)	25	n.s.	(9)	29	n.s.
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat – réévaluation des régimes d'avantages du personnel	755	(454)	n.s.	998	(286)	n.s.
	1 043	(166)	n.s.	2 283	947	141,1 %

Le bénéfice global a augmenté d'un exercice à l'autre de 1,2 milliard de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 1,3 milliard de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison principalement de la réévaluation des régimes d'avantages du personnel découlant du rendement élevé des actifs des régimes et de l'augmentation du taux d'actualisation, déduction faite de l'augmentation des espérances de vie hypothétiques. Le bénéfice net s'est accru d'un exercice à l'autre de 27 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 90 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013 (se reporter à « *Faits saillants opérationnels* », à la rubrique 1.3). Les éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat comprennent les variations de la juste valeur latente des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, ainsi que les variations de la juste valeur latente de placements disponibles à la vente.

2.4 Secteur des services mobiles

Indicateurs opérationnels – secteur des services mobiles (en excluant Public Mobile)¹

Aux 31 décembre	2013	2012	Variation
Abonnés^{1, 2} (en milliers)			
Postpayés	6 751	6 543	3,2 %
Prépayés	1 056	1 127	(6,3) %
Total	7 807	7 670	1,8 %
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés ^{1, 2} (en %)	86,5	85,3	1,2 pt
Population couverte par le réseau HSPA+ ³ (en millions)	34,9	34,3	1,7 %
Population couverte par le réseau LTE ³ (en millions)	28,8	23,9	20,5 %
	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation
Ajouts bruts d'abonnés^{1, 2} (en milliers)			
Postpayés	291	324	(10,2) %
Prépayés	127	131	(3,1) %
Total	418	455	(8,1) %
Ajouts nets d'abonnés^{1, 2} (en milliers)			
Postpayés	113	123	(8,1) %
Prépayés	(22)	(11)	(100,0) %
Total	91	112	(18,8) %
PMAA, par mois^{1, 4} (en dollars)			
Voix	33,69	35,66	(5,5) %
Données	28,17	25,29	11,4 %
Combinés	61,86	60,95	1,5 %
Taux de désabonnement, par mois^{1, 4} (en %)			
Combinés	1,41	1,51	(0,10) pt
Services postpayés	0,97	1,12	(0,15) pt
Frais d'acquisition ⁵ par ajout brut d'abonné ^{1, 4} (en dollars)	453	453	— %
Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau ^{1, 4} (en %)	12,9	13,4	(0,5) pt

1. Lorsque cela est indiqué, les indicateurs opérationnels pour le secteur des services mobiles excluent ceux liés à Public Mobile (société acquise le 29 novembre 2013). Public Mobile avait environ 222 000 abonnés au 31 décembre 2013, qui sont tous des abonnés des services prépayés.
2. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2013 et sur une base prospective, les abonnés aux services machine à machine sont exclus de ce résultat. Le nombre d'abonnés cumulatif tient compte d'un ajustement du solde d'ouverture effectué le 1^{er} avril 2013 afin d'éliminer environ 76 000 abonnés aux services machine à machine. Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2013, nous avons ajusté, sur une base prospective, le nombre d'abonnés des services mobiles postpayés de manière à supprimer les abonnés du service Mike, étant donné que nous avons cessé de commercialiser les produits Mike et que nous avons amorcé la mise hors service du réseau iDEN. Le nombre cumulé de connexions d'abonnés tient compte d'un ajustement au 1^{er} octobre 2013 effectué de manière à supprimer environ 94 000 abonnés au service Mike du nombre d'abonnés des services mobiles postpayés, nombre qui représente selon nous les abonnés qui ne sont pas susceptibles de migrer vers nos nouveaux services.
3. Y compris les ententes de partage de réseau.
4. Se reporter à la rubrique 7.2, « Indicateurs opérationnels – services mobiles ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.
5. Frais d'acquisition.

Produits opérationnels – secteur des services mobiles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Services de réseau :						
Voix	786	808	(2,7) %	3 172	3 241	(2,1) %
Données	648	570	13,7 %	2 469	2 126	16,1 %
Total des produits tirés des services de réseau	1 434	1 378	4,1 %	5 641	5 367	5,1 %
Équipement et autres produits	151	155	(2,6) %	489	478	2,3 %
Produits opérationnels externes	1 585	1 533	3,4 %	6 130	5 845	4,9 %
Produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles	11	11	— %	47	41	14,6 %
Total des produits opérationnels ¹	1 596	1 544	3,4 %	6 177	5 886	4,9 %
Produits tirés des services de transmission de données par rapport aux produits tirés des services de réseau (en %)	45	41	4 pts	44	40	4 pts
1. Comprend les produits de 9 millions de dollars de Public Mobile, qui se composent d'un montant de 7 millions de dollars au titre des produits tirés des services de réseau et d'un montant de 2 millions de dollars au titre de l'équipement et autres produits.						

Les produits du secteur des services mobiles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 52 millions de dollars, ou 3,4 %, au quatrième trimestre de 2013, et de 291 millions de dollars, ou 4,9 %, au cours de l'exercice complet 2013, en raison de la croissance des produits tirés des services de transmission de données, facteur qui a été neutralisé par une légère baisse des produits tirés des services de transmission de la voix. Le total tient compte des produits de 9 millions de dollars de Public Mobile au titre des produits tirés des services de réseau et de l'équipement et autres produits pour la période du 29 novembre au 31 décembre 2013 par suite de l'acquisition.

Les **produits tirés des services de réseau** provenant de clients externes se sont accrus d'un exercice à l'autre de 56 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 274 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013.

- Les produits tirés des services de transmission de la voix, qui comprennent un montant de 7 millions de dollars attribuable à Public Mobile, ont diminué d'un exercice à l'autre de 22 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 69 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. En excluant Public Mobile, les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 33,69 \$ au quatrième trimestre de 2013 et à 34,39 \$ au cours de l'exercice complet 2013, en baisse d'un exercice à l'autre de 1,97 \$, ou 5,5 %, pour le trimestre et de 2,00 \$, ou 5,5 %, pour l'exercice complet. La baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix s'explique par l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses pour les appels locaux et interurbains, par le volume accru du nombre d'abonnés aux clés Internet mobile et aux tablettes pour lesquelles aucun produit des services de transmission de la voix ne peut être tiré, par la baisse des tarifs liés aux services de transmission de la voix en itinérance, ainsi que par la pénétration accrue de la marque Koodo, qui génère de plus faibles PMAA, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des volumes liés aux services d'itinérance et par la hausse des tarifs pour les minutes non incluses.
- Les produits tirés des services de transmission de données, qui comprennent un montant nominal lié à Public Mobile, ont augmenté d'un exercice à l'autre de 78 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 343 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces résultats à la hausse reflètent la croissance du nombre d'abonnés et l'utilisation accrue de ces services stimulée par des taux élevés d'adoption de téléphones intelligents, l'élargissement de la couverture de notre réseau LTE, ainsi que la croissance continue des produits tirés des services de transmission de données en itinérance provenant de la hausse des volumes liés aux services d'itinérance. En excluant Public Mobile, les PMAA tirés des services de transmission de données se sont établis à 28,17 \$ au quatrième trimestre de 2013 et à 26,99 \$ au cours de l'exercice complet 2013, résultats qui reflètent une hausse d'un exercice à l'autre de 2,88 \$, ou 11 %, pour le trimestre, et de 2,99 \$, ou 12 %, pour l'exercice.
- En excluant Public Mobile, les PMAA combinés mensuels se sont établis à 61,86 \$ au quatrième trimestre de 2013 et à 61,38 \$ au cours de l'exercice complet 2013, résultats qui reflètent une hausse d'un exercice à l'autre de 0,91 \$, ou 1,5 %, pour le trimestre, et de 0,99 \$, ou 1,6 % pour l'exercice. Ces résultats à la hausse s'expliquent par un changement dans la composition des abonnés et par l'utilisation accrue des services de transmission de données et des services d'itinérance, facteurs neutralisés en partie par la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix et par la pénétration accrue de la marque Koodo, qui génère de plus faibles PMAA.

- En excluant Public Mobile, les ajouts bruts d'abonnés se sont établis à 418 000 au quatrième trimestre, résultat qui reflète une diminution d'un exercice à l'autre de 37 000, et se sont élevés à 1 614 000 au cours de l'exercice complet 2013, résultat qui reflète une diminution d'un exercice à l'autre de 32 000. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés se sont établis à 291 000 au quatrième trimestre de 2013 et à 1 118 000 au cours de l'exercice complet 2013, résultats qui reflètent une diminution d'un exercice à l'autre de 33 000 pour le trimestre et de 56 000 pour l'exercice, qui découle de la plus faible croissance du marché et de la vive concurrence continue. Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés se sont établis à 127 000 au quatrième trimestre de 2013 et à 496 000 au cours de l'exercice complet 2013, résultats qui reflètent une baisse d'un exercice à l'autre de 4 000 pour le trimestre et une augmentation d'un exercice à l'autre de 24 000 pour l'exercice. La baisse pour le trimestre reflète la plus faible croissance du marché et la vive concurrence continue tenant aux forfaits initiaux moins élevés pour les forfaits postpayés. L'augmentation pour l'exercice reflète les activités de mise en service liées aux services prépayés sous la marque Koodo lancés en août 2012.
- En excluant Public Mobile, les ajouts nets d'abonnés se sont établis à 91 000 au quatrième trimestre et à 307 000 au cours de l'exercice complet 2013, résultats qui reflètent une diminution d'un exercice à l'autre de 21 000 pour le trimestre et de 24 000 pour l'exercice. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés se sont établis à 113 000 au quatrième trimestre de 2013 et à 378 000 au cours de l'exercice complet 2013, résultats qui reflètent une diminution d'un exercice à l'autre de 10 000 pour le trimestre et de 36 000 pour l'exercice. La diminution des ajouts nets d'abonnés des services postpayés tient aux facteurs décrits ci-dessus ayant influé sur les ajouts bruts d'abonnés, qui ont été neutralisés en partie par la diminution du taux de désabonnement et par un changement dans la composition des abonnés. Les réductions nettes des abonnés des services prépayés se sont établies à 22 000 au quatrième trimestre de 2013 et à 71 000 au cours de l'exercice complet 2013, par rapport à des réductions de 11 000 et de 83 000, respectivement, pour les périodes correspondantes de 2012. Les pertes d'abonnés des services prépayés combinées reflètent les conversions aux services postpayés, ainsi que la vive concurrence continue découlant des forfaits initiaux moins élevés pour les forfaits postpayés. L'amélioration pour l'exercice tient essentiellement aux nouveaux abonnés attirés par les services prépayés sous la marque Koodo.
- En excluant Public Mobile, le taux de désabonnement mensuel combiné des abonnés des services mobiles s'est établi à 1,41 % au quatrième trimestre de 2013 et au cours de l'exercice complet 2013, par rapport à 1,51 % au quatrième trimestre de 2012 et à 1,47 % au cours de l'exercice complet 2012. L'amélioration du taux de désabonnement combiné est attribuable à nos initiatives accordant la priorité aux clients et à notre approche client transparente, qui permettent à TELUS de se différencier dans un marché très concurrentiel, ainsi qu'à la plus grande proportion du nombre d'abonnés qui ont opté pour les services postpayés. Malgré les offres promotionnelles d'autres entreprises titulaires et de nouveaux venus offrant des services sans fil évolués, notre taux de désabonnement des abonnés des services postpayés est demeuré faible et s'est établi à 0,97 % au quatrième trimestre de 2013 (1,12 % au quatrième trimestre de 2012), et à 1,03 % pour l'exercice complet 2013 (1,09 % en 2012).

Les **produits tirés de l'équipement et autres produits**, qui tiennent compte d'un montant de 2 millions de dollars attribuable à Public Mobile, ont diminué d'un exercice à l'autre de 4 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et ont augmenté d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. La diminution des produits tirés de l'équipement au cours du trimestre est imputable principalement à la réduction des volumes d'acquisition et de fidélisation d'abonnés, facteur neutralisé en partie par une plus grande proportion de ventes de téléphones intelligents. L'augmentation pour l'exercice complet découle de la hausse des volumes de fidélisation d'abonnés ainsi que de la plus grande proportion de ventes de téléphones intelligents, facteurs neutralisés en partie par la diminution du nombre brut de mises en service et par l'élimination des frais de mise en service et des frais de renouvellement au quatrième trimestre de 2012.

- Le taux d'adoption des téléphones intelligents est demeuré élevé et a représenté 77 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés au quatrième trimestre de 2013 (76 % au quatrième trimestre de 2012). Au 31 décembre 2013, les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents représentaient 77 % du nombre d'abonnés des services postpayés, comparativement à 66 % à l'exercice précédent. Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents génèrent des PMAA considérablement plus élevés que ceux tirés des appareils qui donnent uniquement accès aux services de messagerie textuelle et de transmission de la voix, et leur taux de désabonnement est moins élevé. Toutefois, les frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés découlant de ces téléphones sont plus élevés en raison du financement élevé des appareils associé aux contrats pluriannuels conclus ou renouvelés. La plus grande proportion de téléphones intelligents vendus devrait continuer d'avoir une incidence favorable sur la croissance future des produits tirés des services de transmission de données, sur les PMAA et sur les taux de désabonnement, et se traduire par une hausse des produits opérationnels prévus par client sur la durée de l'appareil.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** du secteur des services mobiles représentent les services de réseau fournis au secteur des services filaires. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Charges opérationnelles – secteur des services mobiles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Achat de biens et services :						
Charges liées aux ventes d'équipement	378	389	(2,8) %	1 279	1 257	1,8 %
Charges opérationnelles des services de réseau	181	168	7,7 %	707	674	4,9 %
Frais de marketing	126	134	(6,0) %	423	431	(1,9) %
Autres ^{1, 2}	140	126	11,1 %	507	461	10,0 %
Charge au titre des avantages du personnel ¹	179	161	11,2 %	657	605	8,6 %
Total des charges opérationnelles ²	1 004	978	2,7 %	3 573	3 428	4,2 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts similaires.

2. Comprend des charges liées à Public Mobile totalisant 19 millions de dollars, dont une tranche de 8 millions de dollars a trait aux coûts de restructuration et autres coûts similaires.

Les charges du secteur des services mobiles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 26 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 145 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces augmentations tiennent compte des charges opérationnelles et des coûts de restructuration et autres coûts similaires connexes de Public Mobile, qui ont totalisé 19 millions de dollars pour la période du 29 novembre au 31 décembre 2013 par suite de l'acquisition.

Les **charges liées aux ventes d'équipement**, qui comprennent un montant de 3 millions de dollars lié à Public Mobile, ont diminué d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et ont augmenté d'un exercice à l'autre de 22 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. La diminution pour le trimestre reflète la baisse des ajouts d'abonnés et des volumes de fidélisation d'abonnés, facteur neutralisé en partie par l'accroissement des mises en service de téléphones intelligents. L'augmentation pour l'exercice complet tient à la hausse des volumes de fidélisation d'abonnés, ainsi qu'au plus grand nombre de téléphones intelligents vendus aux nouveaux abonnés et aux abonnés existants.

- Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 12,9 % au quatrième trimestre de 2013 et à 11,4 % au cours de l'exercice complet 2013, par rapport à 13,4 % au quatrième trimestre de 2012 et à 11,4 % au cours de l'exercice complet 2012. La diminution d'un exercice à l'autre pour le trimestre tient principalement à la réduction des volumes de fidélisation d'abonnés; en ce qui a trait au résultat pour l'exercice complet, les volumes de fidélisation d'abonnés ont augmenté, et la croissance des produits tirés des services de réseau a progressé au même rythme que les frais de fidélisation, en raison de l'accroissement des services de transmission de données liés aux abonnés fidélisés.
- Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné se sont élevés à 453 \$ au quatrième trimestre de 2013 et à 400 \$ au cours de l'exercice complet 2013, soit un résultat inchangé d'un exercice à l'autre pour le trimestre, et une baisse d'un exercice à l'autre de 8 \$ pour l'exercice complet. La diminution pour l'exercice s'explique essentiellement par la rigueur au chapitre des promotions et par la réduction des coûts de financement par appareil, facteurs neutralisés en partie par la hausse des commissions tenant à une plus grande proportion de téléphones intelligents vendus.

Les **charges opérationnelles des services de réseau**, qui comprennent un montant de 4 millions de dollars lié à Public Mobile, ont augmenté d'un exercice à l'autre de 13 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 33 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Les volumes à la hausse liés aux services de transmission de données en itinérance et l'augmentation des coûts opérationnels liés à l'élargissement du réseau LTE, ainsi que, pour l'exercice complet, le remboursement au titre d'un règlement non récurrent lié aux services d'itinérance au deuxième trimestre de 2012, ont été neutralisés en partie par la réduction des tarifs liés aux revenus partagés des services d'itinérance et par la baisse des coûts liés aux licences d'utilisation.

Les **frais de marketing**, qui comprennent un montant nominal lié à Public Mobile, ont diminué d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars au cours du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2013. Nous avons de façon générale réduit nos dépenses, en raison de la réduction des commissions découlant de la baisse des ajouts bruts d'abonnés.

Les **autres charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 14 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 46 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en

raison de l'augmentation des coûts de restructuration et autres coûts similaires liés au regroupement de biens immobiliers et à l'acquisition d'entreprises, y compris un montant de 8 millions de dollars lié à Public Mobile, ainsi que de l'accroissement des coûts liés à la main-d'œuvre externe et de l'augmentation des frais d'administration afin de soutenir la croissance du nombre d'abonnés.

La **charge au titre des avantages du personnel**, qui comprend un montant de 3 millions de dollars lié à Public Mobile, a augmenté d'un exercice à l'autre de 18 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 52 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison de l'accroissement de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, de l'augmentation du nombre d'employés équivalents temps plein pour assurer le service à la clientèle et le soutien technique afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés, et de l'utilisation accrue de téléphones intelligents.

BAIIA – secteur des services mobiles

(en millions de dollars, sauf les marges)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
BAIIA ¹	592	566	4,4 %	2 604	2 458	5,9 %
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA ²	12	4	n.s.	30	13	130,8 %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	604	570	6,0 %	2 634	2 471	6,6 %
Marge du BAIIA (en %)	37,0	36,7	0,3 pt	42,1	41,8	0,3 pt
BAIIA par rapport aux produits tirés des services de réseau ³ (en %)	40,9	40,8	0,1 pt	45,8	45,4	0,4 pt
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires par rapport aux produits tirés des services de réseau (en %)	41,7	41,1	0,6 pt	46,3	45,7	0,6 pt

1. Tient compte d'une incidence défavorable de 10 millions de dollars sur le BAIIA liée à Public Mobile pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2013.

2. Tient compte d'un montant de 8 millions de dollars lié à Public Mobile.

3. Le total des produits tirés des services de réseau tient compte des produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles.

Le BAIIA du secteur des services mobiles a augmenté d'un exercice à l'autre de 26 millions de dollars, ou 4,4 %, au quatrième trimestre de 2013 et de 146 millions de dollars, ou 5,9 %, au cours de l'exercice complet 2013. Le BAIIA du secteur des services mobiles excluant Public Mobile s'est établi à 602 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et à 2 614 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, soit une hausse de 6,4 % pour le trimestre et de 6,3 % pour l'exercice complet. Le BAIIA du secteur des services mobiles excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires s'est accru d'un exercice à l'autre de 34 millions de dollars, ou 6,0 %, au quatrième trimestre de 2013 et de 163 millions de dollars, ou 6,6 %, au cours de l'exercice complet 2013. Ces résultats à la hausse reflètent la croissance des produits tirés des services de réseau et la hausse des produits tirés des services de réseau réacheminés vers le BAIIA, malgré la hausse des frais liés aux services de transmission de données en itinérance et l'accroissement des coûts liés à la main-d'œuvre externe en vue de soutenir la croissance du nombre d'abonnés.

2.5 Secteur des services filaires

Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires

Indicateurs opérationnels - Secteur des services médias						
Aux 31 décembre (en milliers)	2013	2012	Variation			
Abonnés à Internet haute vitesse	1 395	1 326	5,2 %			
Abonnés à TELUS TV	815	678	20,2 %			
Lignes d'accès au réseau :						
Lignes résidentielles	1 643	1 767	(7,0) %			
Lignes d'affaires	1 611	1 639	(1,7) %			
Total des lignes d'accès au réseau	3 254	3 406	(4,5) %			
	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en milliers)	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	21	23	(8,7) %	69	84	(17,9) %
Ajouts nets d'abonnés à TELUS TV	38	41	(7,3) %	137	169	(18,9) %
Pertes nettes de lignes d'accès au réseau :						
Lignes résidentielles	(25)	(35)	(28,6) %	(124)	(148)	(16,2) %
Lignes d'affaires	(5)	(7)	(28,6) %	(28)	(39)	(28,2) %
Total des lignes d'accès au réseau	(30)	(42)	(28,6) %	(152)	(187)	(18,7) %

Produits opérationnels – secteur des services filaires

	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
(en millions de dollars)	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Produits tirés des services et de l'équipement :						
Services et équipement de transmission de données	851	770	10,5 %	3 208	2 896	10,8 %
Services locaux de transmission de la voix	323	352	(8,2) %	1 335	1 416	(5,7) %
Services interurbains de transmission de la voix	96	103	(6,8) %	400	425	(5,9) %
Autres services et équipement	75	76	(1,3) %	267	272	(1,8) %
Total des produits tirés des services et de l'équipement	1 345	1 301	3,4 %	5 210	5 009	4,0 %
Autres produits opérationnels	18	17	5,9 %	64	67	(4,5) %
Produits opérationnels externes	1 363	1 318	3,4 %	5 274	5 076	3,9 %
Produits tirés d'activités intersectorielles	43	43	— %	169	170	(0,6) %
Total des produits opérationnels	1 406	1 361	3,3 %	5 443	5 246	3,8 %

Le total des produits du secteur des services filaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 45 millions de dollars, ou 3,3 %, au quatrième trimestre de 2013 et de 197 millions de dollars, ou 3,8 %, au cours de l'exercice complet 2013, en raison de la croissance continue des produits tirés des services de transmission de données, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants.

Les **produits tirés des services et de l'équipement** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 44 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 201 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013.

- Les **produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 81 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 312 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Les augmentations sont principalement attribuables i) à la croissance des produits tirés de TELUS TV découlant de la croissance de 20 % du nombre d'abonnés sur 12 mois et de la hausse des produits opérationnels par client; ii) à l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés reflétant la croissance de 5,2 % sur 12 mois du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, l'augmentation des produits opérationnels par client et la croissance des services aux clients d'affaires; iii) à la croissance des services internationaux d'impartition des processus d'affaires fournis aux clients d'affaires; iv) à la croissance des produits tirés de TELUS Santé; v) à l'accroissement des ventes d'équipement de transmission de données au cours du trimestre. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la diminution des produits tirés des services de vidéoconférence, conjuguée à la réduction des ventes d'équipement de transmission de données pour l'exercice complet, qui tient essentiellement à la réduction des dépenses des entreprises, y compris les dépenses des gouvernements, ainsi qu'à une vente d'équipement négociée au troisième trimestre de 2012.

- Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse et à TELUS TV ont diminué légèrement au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013, par rapport aux périodes correspondantes de 2012, en raison du ralentissement de la croissance du marché. La priorité que nous continuons d'accorder à l'élargissement du marché accessible pour nos services Télé OPTIK et Internet haute vitesse, conjuguée au groupement de ces services, s'est traduite par une croissance du nombre combiné d'abonnés de plus de 10 % pour l'exercice complet.
- Les **produits tirés des services locaux de transmission de la voix** ont reculé d'un exercice à l'autre de 29 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 81 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. La diminution continue des produits tirés des services existants découle de la réduction de 4,5 % des lignes d'accès au réseau au cours des 12 mois précédents. De plus, les résultats du quatrième trimestre de 2013 ne bénéficient plus de certaines hausses de tarifs effectuées il y a plus d'un an.
- Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013 reflètent la tendance continue au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, y compris les pertes en faveur de concurrents. Le nombre à la baisse de pertes de lignes d'accès au réseau d'un exercice à l'autre, qui est de 10 000 pour le trimestre et de 24 000 pour l'exercice, reflète nos initiatives accordant la priorité aux clients, qui visent à rehausser l'expérience client et à accroître la probabilité que nos clients recommandent TELUS, ainsi que les pertes comptabilisées au premier trimestre de 2012, qui étaient imputables aux importantes réductions de tarifs offertes par Shaw Communications en Colombie-Britannique et en Alberta.
- Les pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau continuent de refléter le remplacement de la technologie et l'intensification de la concurrence dans le secteur des PME, mais elles ont diminué, ce qui reflète nos efforts visant à rehausser l'expérience client ainsi que la croissance enregistrée dans le secteur des ressources. Les pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013 ont diminué de 2 000 et de 11 000, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2012.
- Les **produits tirés des services interurbains de transmission de la voix** ont diminué d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 25 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison du remplacement continu de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, de la concurrence et de la diminution du nombre d'abonnés aux services locaux, facteurs neutralisés en partie par la hausse de certains tarifs au premier trimestre de 2013.
- Les **produits tirés de l'équipement et autres produits tirés des services** ont diminué d'un exercice à l'autre de 1 million de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 5 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison essentiellement de la baisse des ventes d'équipement de transmission de la voix.

Les **autres produits opérationnels** se sont accrus d'un exercice à l'autre de 1 million de dollars au quatrième trimestre de 2013, en raison principalement des profits liés aux placements. Pour l'exercice complet, ils ont diminué d'un exercice à l'autre de 3 millions de dollars, résultat qui tient au fait que les profits liés aux placements en 2013 ont été neutralisés par la réduction de l'aide publique et par le profit de 7 millions de dollars avant impôt, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, comptabilisé à l'exercice précédent.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** représentent les services fournis au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes des deux secteurs.

Charges opérationnelles – secteur des services filaires

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Achat de biens et services ¹	578	567	1,9 %	2 262	2 208	2,4 %
Charges au titre des avantages du personnel ¹	469	442	6,1 %	1 767	1 637	7,9 %
Total des charges opérationnelles	1 047	1 009	3,8 %	4 029	3 845	4,8 %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts similaires.

Le total des charges opérationnelles du secteur des services filaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 38 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 184 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013.

Les **charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 54 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, résultats qui s'expliquent essentiellement par la hausse des coûts de programmation liés au service TELUS TV. Pour l'exercice complet, ces augmentations ont été neutralisées en partie par la baisse du coût des ventes d'équipement en raison de la réduction des dépenses des entreprises, y compris les dépenses des gouvernements, et d'une vente négociée au troisième trimestre de 2012.

La **charge au titre des avantages du personnel** a augmenté d'un exercice à l'autre de 27 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 130 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en raison de la hausse de la rémunération et des coûts liés aux programmes d'avantages du personnel, de l'accroissement des coûts de restructuration au titre des initiatives liées à l'effectif et de l'élargissement des services d'impartition des processus d'affaires à l'intention des clients d'affaires, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre incorporés et par la diminution du nombre d'employés équivalents temps plein au pays au cours des 12 derniers mois, qui découle de nos initiatives d'efficacité opérationnelle. Les coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans la charge au titre des avantages du personnel se sont établis à 16 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et à 62 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, par rapport à 12 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 et à 29 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2012, ce qui représente une hausse de 4 millions de dollars et de 33 millions de dollars, respectivement.

BAIIA – secteur des services filaires

(en millions de dollars, sauf les marges)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
BAIIA	359	352	2,1 %	1 414	1 401	0,9 %
Coûts de restructuration et autres coûts similaires compris dans le BAIIA	21	15	40,0 %	68	35	94,3 %
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	380	367	3,5 %	1 482	1 436	3,2 %
Marge du BAIIA (en %)	25,6	25,9	(0,3) pt	26,0	26,7	(0,7) pt
Marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires (en %)	27,0	27,0	— pt	27,2	27,4	(0,2) pt

Le BAIIA du secteur des services filaires a augmenté d'un exercice à l'autre de 7 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 13 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires s'est accru d'un exercice à l'autre de 13 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 46 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces résultats s'expliquent par l'amélioration des produits liés au service Internet haute vitesse et au service TELUS TV, laquelle découle des abonnements auxquels les tarifs spéciaux de lancement ne s'appliquent plus, par la croissance du nombre d'abonnés et de certaines hausses de tarifs, ainsi que par les économies découlant de nos initiatives d'efficacité opérationnelle, déduction faite de la hausse des coûts de programmation liés aux services de télévision et de l'incidence non récurrente des importantes inondations survenues dans le sud de l'Alberta en juin 2013 (7 millions de dollars). La marge du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires est demeurée relativement inchangée, résultat qui tient au fait que la croissance des services de transmission de données générant des marges plus faibles tels que le service TELUS TV a neutralisé la diminution des services de transmission de la voix existants générant des marges plus élevées.

3. Évolution de la situation financière

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 31 déc. 2013	Au 31 déc. 2012	Variation		Les variations survenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 comprennent ce qui suit :
Actifs courants					
Trésorerie et placements temporaires, montant net	336	107	229	n.s.	Se reporter à la rubrique 4, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs	1 461	1 541	(80)	(5) %	Diminution du délai moyen de recouvrement des débiteurs des secteurs des services mobiles et des services filaires, et remboursement de taxes à la consommation.
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	32	25	7	28 %	Augmentation des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir.
Stocks	326	350	(24)	(7) %	Diminution des appareils mobiles et des accessoires en stock, neutralisée en partie par une augmentation du coût moyen des appareils.
Charges payées d'avance	168	178	(10)	(6) %	Diminution des montants payés à l'avance relativement au centre de données Internet à Kamloops, et reclassement des coûts liés à la conversion des actions dans les capitaux propres, neutralisés en partie par une augmentation des contrats d'entretien.
Actifs dérivés	6	9	(3)	(33) %	Ajustements de la juste valeur liés aux couvertures opérationnelles et aux couvertures des unités d'actions restreintes.
Passifs courants					
Emprunts à court terme	400	402	(2)	— %	Les montants des deux périodes tiennent compte d'un montant de 400 millions de dollars versé à TELUS par la fiducie de titrisation sans lien de dépendance relativement aux créances clients titrisées (se reporter à la rubrique 4.6).
Créditeurs et charges à payer	1 735	1 511	224	15 %	Charges à payer de 75 millions de dollars relativement à notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2014, et augmentation des coûts de programmation liés aux services de télévision, des intérêts à payer ainsi que des charges au titre de la paie et autres charges salariales connexes.
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	102	102	—	— %	Charge d'impôt exigible en 2013, neutralisée par les acomptes provisionnels et par les montants relatifs aux crédits d'impôt à l'investissement et aux intérêts.
Dividendes à payer	222	208	14	7 %	Augmentation du taux de dividende, neutralisée en partie par la diminution du nombre d'actions en circulation découlant de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2013.
Facturation par anticipation et dépôts de clients	729	703	26	4 %	Augmentation découlant de la croissance du nombre d'abonnés du secteur des services filaires et de la facturation par anticipation concernant les détaillants de services mobiles.
Provisions	110	49	61	124 %	Comptabilisation des provisions liées à l'acquisition de Public Mobile, et excédent des montants liés à la restructuration sur les paiements au titre de la restructuration en 2013.
Tranche à court terme de la dette à long terme	—	545	(545)	(100) %	Remboursement d'une tranche de 300 millions de dollars des billets de TELUS Corp. arrivés à échéance en juin, et remboursement net d'une tranche de 245 millions de dollars de l'encours du papier commercial au 31 décembre 2012.
Passifs dérivés courants	1	—	1	n.s.	—
Fonds de roulement (actifs courants moins les passifs courants)	(970)	(1 310)	340	26 %	Augmentation de la trésorerie et des placements temporaires, et remboursement de la tranche à court terme de la dette à long terme au moyen de l'émission de titres de créance à long terme, déduction faite de l'augmentation des créditeurs et charges à payer.

Situation financière :	Au 31 déc.	Au 31 déc.	Variation		Les variations survenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 comprennent ce qui suit :
(en millions de dollars)	2013	2012			
Actifs non courants					
Immobilisations corporelles, montant net	8 428	8 165	263	3 %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 4.3, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations corporelles</i> à la rubrique 2.3.
Immobilisations incorporelles, montant net	6 531	6 181	350	6 %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la rubrique 4.3, « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i> à la rubrique 2.3. Les soldes comprennent un montant de 5 168 millions de dollars pour 2013, qui tient compte de Public Mobile, et un montant de 4 876 millions de dollars pour 2012, versés au titre des licences de spectre.
Goodwill, montant net	3 737	3 702	35	1 %	Acquisition de Public Mobile, un fournisseur de dossiers médicaux électroniques, ainsi que de plusieurs entreprises de plus petite envergure.
Coentreprises immobilières	11	11	—	— %	Se reporter à la rubrique 4.11, « <i>Transactions entre parties liées</i> ».
Autres actifs non courants	530	176	354	n.s.	Reclassement d'un actif au titre des prestations définies qui était classé au poste Autres passifs non courants, effectué parce que le rendement des actifs des régimes a donné lieu à un excédent nominal global pour l'ensemble des régimes de retraite, et débiteur lié à la coentreprise immobilière Jardin TELUS, déduction faite des ajustements de la juste valeur d'actifs financiers disponibles à la vente.
Passifs non courants					
Provisions	219	222	(3)	(1) %	Diminution des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, déduction faite des ajouts liés à l'acquisition de Public Mobile.
Dette à long terme	7 493	5 711	1 782	31 %	Appel public à l'épargne effectué le 1 ^{er} avril et ayant trait à l'émission de billets en deux séries d'un montant de 1,7 milliard de dollars, remboursement par anticipation de 700 millions de dollars de billets effectué en mai, et appel public à l'épargne effectué le 26 novembre et ayant trait à l'émission de billets en deux séries d'un montant de 800 millions de dollars. Se reporter à la rubrique 4.4, « <i>Entrées (sorties) liées aux activités de financement</i> ».
Autres passifs non courants	649	1 682	(1 033)	(61) %	Diminution du passif au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi, qui découle du rendement des actifs des régimes, de la capitalisation des régimes de retraite, et de l'augmentation du taux d'actualisation.
Impôt sur le résultat différé	1 891	1 624	267	16 %	Charge d'impôt différé qui découle de l'augmentation des différences temporaires et de la réévaluation du passif d'impôt différé afin de tenir compte de la hausse du taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique.
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	8 015	7 686	329	4 %	Bénéfice net de 1 294 millions de dollars et montant de 989 millions de dollars inscrit dans les autres éléments du résultat global, déduction faite des dividendes de 866 millions de dollars déclarés et du rachat d'actions pour un montant de 1,0 milliard de dollars en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2013, et du passif de 75 millions de dollars au titre de l'engagement au titre du programme de rachat d'actions automatique en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2014.

4. Situation de trésorerie et sources de financement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction des activités opérationnelles.

4.1 Aperçu

Les entrées liées aux activités opérationnelles ont été complétées au quatrième trimestre de 2013 par l'émission de titres de créance. Pour les exercices complets 2013 et 2012, les entrées liées aux activités opérationnelles ont dépassé sensiblement les sorties liées aux activités d'investissement.

Flux de trésorerie

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Entrées liées aux activités opérationnelles	726	703	3,3 %	3 246	3 219	0,8 %
Sorties liées aux activités d'investissement	(787)	(514)	(53,1) %	(2 389)	(2 058)	(16,1) %
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	365	(127)	n.s.	(628)	(1 100)	42,9 %
Augmentation de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	304	62	n.s.	229	61	n.s.
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	32	45	(28,9) %	107	46	132,6 %
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	336	107	n.s.	336	107	n.s.

4.2 Entrées liées aux activités opérationnelles

Les entrées liées aux activités opérationnelles ont augmenté de 23 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 27 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, par rapport aux périodes correspondantes de 2012.

Analyse des variations des entrées liées aux activités opérationnelles

(en millions de dollars)	Quatrième trimestre	Exercice complet
Entrées liées aux activités opérationnelles, trimestre et exercice clos le 31 décembre 2012	703	3 219
Variations d'un exercice à l'autre :		
Augmentation du BAIIA (se reporter à la rubrique 2.4, « Secteur des services mobiles », et à la rubrique 2.5, « Secteur des services filaires »)	33	159
Diminution des décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	8	13
Augmentation de la charge au titre des régimes à prestations définies du personnel	1	5
Diminution (augmentation) des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies	1	(27)
Augmentation des intérêts payés, y compris la prime de 23 millions de dollars au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013	(5)	(27)
Diminution des intérêts reçus	—	(9)
Augmentation des paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues	(107)	(288)
Autres variations du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles	92	201
Entrées liées aux activités opérationnelles, trimestre et exercice clos le 31 décembre 2013	726	3 246

- Les paiements d'impôt, déduction faite des économies reçues, ont augmenté d'un exercice à l'autre, en raison des acomptes provisionnels plus élevés découlant de l'accroissement de la base fiscale provisionnelle, de la réduction de l'économie d'impôt comptabilisée en 2013 et, en ce qui a trait à l'exercice complet, en raison d'un paiement final plus élevé relativement à l'impôt sur le résultat de l'exercice précédent effectué au premier trimestre.
- Les autres variations du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles pour le quatrième trimestre tiennent compte de la diminution des investissements dans les stocks au quatrième trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de 2012, ainsi que de la diminution des charges payées d'avance. Les autres variations du fonds de roulement pour l'exercice complet tiennent compte de la diminution des stocks, des charges payées d'avance et des débiteurs au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013. (Se reporter à la rubrique 3, « Évolution de la situation financière ».)

4.3 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté de 273 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 331 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, par rapport aux périodes correspondantes de 2012.

- Au troisième trimestre de 2013, nous avons acquis des licences de spectre auprès d'un tiers pour un montant de 67 millions de dollars, après avoir obtenu l'approbation d'Industrie Canada.
- En 2013, nous avons acquis plusieurs entreprises et effectué des investissements connexes, y compris l'acquisition de Public Mobile pour 229 millions de dollars, déduction faite de la trésorerie acquise, totalisant 229 millions de dollars et 261 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet, qui complètent nos secteurs d'activité existants. Les montants comptabilisés à ce titre au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2012 sont de 5 millions de dollars et de 53 millions de dollars, respectivement.
- Les avances et les apports relatifs aux coentreprises immobilières, déduction faite des sommes reçues, se sont élevés à 8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et à 23 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, par rapport à 6 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012 et à 26 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2012.
- En 2013, nous avons reçu un produit de 5 millions de dollars au quatrième trimestre et un produit de 12 millions de dollars au cours de l'exercice complet, qui proviennent de la vente de placements d'un portefeuille. Pour l'exercice complet 2012, nous avons reçu un produit de 20 millions de dollars découlant de la cession de terrains et de placements, y compris un produit de 14 millions de dollars issu de la cession d'actifs situés à l'étranger.
- Les paiements en trésorerie au titre des immobilisations (excluant les licences de spectre) ont augmenté d'un exercice à l'autre de 58 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 85 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, par rapport aux périodes correspondantes de 2012. Ils se composent de ce qui suit :
 - o l'augmentation, d'un exercice à l'autre, des dépenses d'investissement de 56 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 129 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, qui reflète l'augmentation de l'intensité du capital; une analyse plus détaillée à ce sujet est présentée ci-dessous;
 - o les variations du fonds de roulement, qui reflètent le moment auquel les paiements relatifs aux dépenses d'investissement ont été effectués;
 - o l'incidence nette des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations prise en compte dans les dépenses d'investissement.

Mesures des dépenses d'investissement

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre			Exercices clos les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) ¹						
Secteur des services mobiles	213	191	11,5 %	712	711	0,1 %
Secteur des services filaires	364	330	10,3 %	1 398	1 270	10,1 %
	577	521	10,7 %	2 110	1 981	6,5 %
BAAIA, déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) ²	374	397	(5,7) %	1 908	1 878	1,6 %
Intensité du capital du secteur des services mobiles (en %)	13	12	1 pt	12	12	—
Intensité du capital du secteur des services filaires (en %)	26	24	2 pts	26	24	2 pts
Intensité du capital consolidé (en %) ²	20	18	2 pts	19	18	1 pt

1. Les dépenses d'investissement comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

2. Se reporter à la rubrique 7.1, « Mesures financières non définies par les PCGR », pour les calculs et pour une description.

- Les **dépenses d'investissement du secteur des services mobiles** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 22 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 1 million de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Les augmentations sont imputables aux investissements à l'égard de l'accroissement de la couverture, de l'augmentation de la capacité, des systèmes de soutien et des capacités en matière de liaisons terrestres de nos réseaux, facteurs neutralisés en partie par la diminution des dépenses découlant de la mise en place accélérée de notre réseau 4G LTE en 2012 et par les investissements du secteur des services mobiles liés à l'ouverture de deux centres de données Internet (ouverture d'un centre en 2012 et d'un centre en 2013). Le ratio d'intensité du capital du secteur des services mobiles s'est établi à 12 % au cours de l'exercice complet 2013 et de l'exercice complet 2012.

La mesure de substitution des flux de trésorerie (soit le BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement) du secteur des services mobiles s'est élevée à 379 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013, par rapport à 375 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012, ce qui représente une hausse de 4 millions de dollars, ou 1,1 %. La mesure de substitution des flux de trésorerie du secteur des services mobiles s'est élevée à 1 892 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, par rapport à 1 747 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2012, ce qui représente une hausse de 145 millions de dollars, ou 8,3 %. Ces augmentations sont imputables à la hausse du BAIIA, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des dépenses d'investissement.

- Les **dépenses d'investissement du secteur des services filaires** ont augmenté d'un exercice à l'autre de 34 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et de 128 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. Ces dépenses plus élevées tiennent aux investissements continus dans l'infrastructure à large bande, notamment afin d'accroître les connexions directes au câble à fibres optiques pour les domiciles et les entreprises, à la croissance des services offerts aux grandes entreprises, ainsi qu'aux investissements dans des initiatives visant à assurer la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la diminution des investissements du secteur des services filaires liés à l'ouverture de deux centres de données Internet (ouverture d'un centre en 2012 et d'un centre en 2013). Nos investissements dans l'infrastructure à large bande nous ont permis de soutenir la croissance du nombre d'abonnés au service de télévision et au service Internet haute vitesse, et d'accroître les vitesses liées aux services Internet ainsi que la portée de nos solutions TELUS Santé. De plus, nous continuons d'investir dans des fonctionnalités additionnelles en matière d'administration, de service à la clientèle et de prestation des services. Le ratio d'intensité du capital du secteur des services filaires s'est établi à 26 % au cours de l'exercice complet 2013, en hausse par rapport à 24 % en 2012.

La mesure de substitution des flux de trésorerie (soit le BAIIA, déduction faite des dépenses d'investissement) du secteur des services filaires s'est établie à (5) millions de dollars au quatrième trimestre de 2013, en baisse par rapport à 22 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012. La mesure de substitution des flux de trésorerie du secteur des services filaires s'est élevée à 16 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, par rapport à 131 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2012, ce qui représente une diminution de 115 millions de dollars, ou 88 %. Les diminutions tiennent essentiellement à l'augmentation des coûts de restructuration et autres coûts similaires, ainsi qu'à la hausse des dépenses d'investissement.

4.4 Entrées (sorties) liées aux activités de financement

Les entrées nettes liées aux activités de financement se sont établies à 365 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013, et les sorties nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 628 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013. En 2012, les sorties nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 127 millions de dollars au quatrième trimestre et à 1,1 milliard de dollars au cours de l'exercice complet. Les activités de financement ont trait à ce qui suit :

Dividendes versés aux détenteurs d'actions de participation

Les dividendes versés aux détenteurs d'actions de TELUS se sont élevés à 213 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013 et à 852 millions de dollars au cours de l'exercice complet 2013, en hausse d'un exercice à l'autre de 14 millions de dollars pour le trimestre et de 78 millions de dollars pour l'exercice. Les augmentations reflètent principalement la hausse du taux de dividende en vertu de notre programme de croissance des dividendes, facteur neutralisé en partie par la diminution du nombre d'actions en circulation découlant du rachat et de l'annulation d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2013.

Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation

Nous avons racheté environ 31,2 millions d'actions, dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2013, jusqu'au 24 septembre 2013, soit le montant maximal de 1 milliard de dollars autorisé

pour l'exercice. Les actions rachetées représentent environ 4,8 % des actions ordinaires en circulation avant le début de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, en mai 2013.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2013

Période	Actions ordinaires rachetées et annulées	Prix d'achat moyen par action (en dollars)	Coûts d'achat (en millions de dollars)	Créditeurs (en millions de dollars)	Décaissements (en millions de dollars)
Deuxième trimestre	8 420 800	33,40	281	(43)	238
Troisième trimestre	22 759 812	31,58	719	43	762
Total	31 180 612	32,07	1 000	—	1 000

En janvier 2014, nous avons, par l'entremise du programme de rachat d'actions automatique, racheté 590 400 actions ordinaires à des fins d'annulation en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2014. Nous avons comptabilisé un passif de 75 millions de dollars au 31 décembre 2013 relativement à l'engagement lié à ce programme.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités en 2014

Période	Actions ordinaires rachetées et annulées	Prix d'achat moyen par action (en dollars)	Coûts d'achat (en millions de dollars)
Janvier	590 400	37,14	22

Émission et remboursement de titres de créance à long terme

En 2013, nous avons comptabilisé des émissions nettes de 595 millions de dollars au quatrième trimestre de 2013, et des remboursements nets de 1 255 millions de dollars pour l'exercice complet. Ces émissions et ces remboursements ont trait à ce qui suit :

- L'appel public à l'épargne effectué le 1^{er} avril 2013, aux fins de l'émission de billets de premier rang non garantis de TELUS Corporation d'un montant de 1,7 milliard de dollars, en deux séries : des billets de série CK à 3,35 % d'un montant de 1,1 milliard de dollars échéant dans 11 ans, et des billets de série CL à 4,40 % d'un montant de 600 millions de dollars échéant dans 30 ans. Le produit net de ces émissions a servi i) à financer le remboursement par anticipation d'une tranche de 700 millions de dollars des billets de série CF à 4,95 % le 15 mai 2013, soit un an avant leur échéance; ii) à financer la tranche de 300 millions de dollars des billets de série CB à 5,00 % arrivant à échéance en juin 2013; iii) à rembourser l'encours du papier commercial au 30 juin 2013. Nous avons utilisé le produit résiduel aux fins des besoins généraux en matière de fonds de roulement.
- L'appel public à l'épargne effectué le 26 novembre 2013, aux fins de l'émission de billets de premier rang non garantis de TELUS Corporation d'un montant de 800 millions de dollars en deux séries : des billets de série CM à 3,60 % d'un montant de 400 millions de dollars échéant dans 7 ans, et des billets de série CN à 5,15 % d'un montant de 400 millions de dollars échéant dans 30 ans. Le produit net de ces émissions a servi à financer l'acquisition de 100 % de Public Mobile et à rembourser une tranche de 290 millions de dollars de l'encours du papier commercial au 26 novembre 2013. Le produit résiduel sera utilisé aux fins des autres besoins généraux.
- Les billets émis le 1^{er} avril et le 26 novembre peuvent être rachetés en totalité en tout temps ou en partie de temps à autre, et prévoient certaines dispositions liées au changement de contrôle.
- Une diminution nette de 245 millions de dollars du papier commercial au cours de 2013, ramenant celui-ci à néant au 31 décembre 2013. Les soldes du papier commercial au cours de l'exercice se sont établis comme suit : 174 millions de dollars au 31 mars 2013, néant au 30 juin 2013 et 205 millions de dollars au 30 septembre 2013.
- Ces activités ont réduit le risque de financement en accroissant la durée moyenne jusqu'à l'échéance de notre dette, la portant de 5,5 ans au 31 décembre 2012 à 9,4 ans au 31 décembre 2013. Le taux d'intérêt moyen pondéré de notre dette à long terme s'est établi à 5,00 % au 31 décembre 2013, par rapport à 5,27 % à l'exercice précédent.

En comparaison, en 2012, nous avons comptabilisé une émission nette de titres de créance à long terme de 76 millions de dollars au quatrième trimestre de 2012, et un remboursement net de 321 millions de dollars pour l'exercice complet 2012, qui se composaient de ce qui suit :

- Une diminution de 424 millions de dollars du papier commercial au quatrième trimestre de 2012, financée au moyen de l'émission, en décembre, de billets de série CJ échéant dans 10 ans. Le papier commercial a

diminué de 521 millions de dollars pour l'exercice complet 2012, et s'élevait à 245 millions de dollars au 31 décembre 2012.

- L'émission, en décembre, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, de 500 millions de dollars de billets de série CJ à 3,35 %. Le produit net a servi à rembourser l'encours du papier commercial.
- Pour l'exercice complet, le remboursement en mars d'une tranche de 300 millions de dollars des billets de série CC à 4,5 % arrivés à échéance.

Aucun montant n'a été prélevé sur notre facilité de crédit renouvelable en 2013 et en 2012. Notre programme de papier commercial nous permet d'obtenir des fonds à faible coût et il est entièrement garanti par cette facilité de crédit consentie. (Se reporter à la *rubrique 4.6, « Facilités de crédit »*).

4.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

La **dette nette** au 31 décembre 2013 s'est établie à 7 592 millions de dollars, soit une hausse de 1 015 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultant de nos activités de refinancement aux deuxième et quatrième trimestres de 2013 pour lesquelles une analyse est présentée ci-dessus, déduction faite de l'augmentation de la trésorerie.

La **dette à taux fixe en proportion du total de la dette** s'est établie à 95 % au 31 décembre 2013, soit une hausse par rapport à 90 % à l'exercice précédent, qui tient au remboursement du papier commercial.

Le **total des capitaux investis – valeur comptable** au 31 décembre 2013 s'est établi à 15 576 millions de dollars, soit une augmentation de 1 353 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation tient compte d'une augmentation des bénéfices non distribués découlant de la réévaluation des régimes à prestations définies du personnel, facteur neutralisé en partie par la réduction des capitaux propres utilisés aux fins du rachat d'actions dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Le **ratio de la dette nette par rapport au total des capitaux investis** s'est établi à environ 49 % au 31 décembre 2013, en hausse par rapport à 46 % à l'exercice précédent.

Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires** s'est établi à 1,8 fois au 31 décembre 2013, en hausse par rapport à 1,7 fois à l'exercice précédent. Ce résultat tient au fait que l'augmentation de la dette nette (voir ci-dessus) a été neutralisée en partie par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires. La ligne directrice de notre politique à long terme pour ce ratio est de 1,5 à 2,0 fois. Se reporter à la *rubrique 4.6, « Facilités de crédit »*. À court terme, nous pourrions autoriser ce ratio à sortir de la fourchette à long terme visée par notre politique (en ce qui a trait aux occasions de placement à long terme), mais nous nous efforcerons de faire en sorte qu'il revienne dans cette fourchette, car nous sommes d'avis que la ligne directrice de notre politique contribue au maintien des notations du crédit de première qualité qui nous sont attribuées.

Sommaire des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Aux 31 décembre ou à ces dates	2013	2012	Variation
Composantes des ratios d'endettement et de couverture¹ (en millions de dollars)			
Dette nette	7 592	6 577	1 015
Total des capitaux investis – valeur comptable	15 576	14 223	1 353
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ²	4 116	3 907	209
Coûts financiers, montant net	370	332	38
Ratios d'endettement			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	95	90	5 pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	9,4	5,5	3,9
Dette nette/total des capitaux investis (en %) ¹	48,7	46,2	2,5 pts
Dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ^{1, 2}	1,8	1,7	0,1
Ratios de couverture¹ (fois)			
Couverture par le bénéfice ²	5,5	5,6	(0,1)
Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires ²	11,1	11,8	(0,7)
Autres mesures sur 12 mois¹			
Ratio de distribution du bénéfice net ajusté ^{2, 3} (en %)	70	70	— pt
Ratio de distribution ^{2, 3} (en %)	71	69	2 pts

1. Se reporter à la *rubrique 7.1, « Mesures financières non définies par les PCGR »*.

2. Les chiffres pour 2012 ont été ajustés pour tenir compte de l'application rétrospective d'IAS 19 (modifiée en 2011).

3. Notre indication à l'égard du ratio de distribution est de 65 % à 75 % des bénéfices prévisibles, sur une base prospective.

Le **ratio de couverture par le bénéfice** s'est établi à 5,5 fois pour 2013, soit une baisse comparativement à 5,6 fois pour 2012, qui tient à la hausse des coûts d'emprunt (y compris la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013).

Le **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires** s'est établi à 11,1 fois pour 2013, soit une baisse par rapport à 11,8 fois en 2012. La hausse du montant net des charges d'intérêts (y compris la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme en mai 2013) a donné lieu à une diminution de 1,3 du ratio, et l'augmentation du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires a donné lieu à une augmentation de 0,6 du ratio. Se reporter à la *rubrique 4.6, « Facilités de crédit »*.

Ratios de distribution : L'indication visée est de 65 % à 75 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective. Les ratios de distribution de base et ajustés pour 2013 et 2012 sont conformes à la fourchette visée.

4.6 Facilités de crédit

Au 31 décembre 2013, nous avons une trésorerie de 336 millions de dollars et des facilités de crédit inutilisées de plus de 2,0 milliards de dollars, et nous disposons d'un montant de 100 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la *rubrique 4.7*), ce qui est conforme à notre objectif visant à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars.

Facilités de crédit de TELUS au 31 décembre 2013

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans ¹	3 novembre 2016	2 000	—	—	—	2 000
1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.						

Facilité de crédit renouvelable

Nous avons conclu une facilité de crédit renouvelable de 2,0 milliards de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) arrivant à échéance le 3 novembre 2016, avec un consortium se composant de 14 institutions financières. La facilité de crédit renouvelable est utilisée aux fins générales de la société, notamment à titre de sûreté pour le papier commercial, le cas échéant.

Notre facilité de crédit renouvelable comporte les clauses restrictives habituelles. Celles-ci nous interdisent notamment de laisser notre ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4:1 (environ 1,8:1 au 31 décembre 2013) et de laisser notre ratio de couverture consolidé (BAIIA sur charges d'intérêts sur 12 mois) être inférieur à 2:1 (environ 11,1:1 au 31 décembre 2013) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu à nos facilités de crédit n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une notation en particulier.

Autres facilités de crédit bancaire

Au 31 décembre 2013, nous disposons également d'autres facilités de crédit bancaire, y compris des facilités sous forme de lettres de crédit venant à échéance aux deuxième et troisième trimestres de 2014. Selon les données historiques, il est improbable que des montants en espèces seront tirés sur les lettres de crédit aux fins de garantie.

Nous disposons d'autres facilités sous forme de lettres de crédit qui nous permettront de participer aux enchères de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz qu'Industrie Canada doit tenir en 2014. En vertu des conditions des enchères et comme il est précisé dans le document intitulé *Cadre de délivrance de licences pour les services mobiles à large bande (SMLB) – bande de 700 MHz*, les communications entre les soumissionnaires susceptibles de fournir des indices sur les stratégies de soumission, y compris les références aux blocs, technologies ou éléments d'évaluation principaux, sont interdites jusqu'à la date limite de paiement final prévue pour les enchères. La divulgation du montant précis de nos lettres de crédit pourrait être interprétée comme un moyen utilisé pour faire état de nos intentions en ce qui a trait aux soumissions. Le montant maximal des lettres de crédit que tout participant individuel pourrait être tenu de livrer s'élève à environ 405 millions de dollars.

4.7 Vente de créances clients

TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 500 millions de dollars. La convention a pris effet jusqu'au 1^{er} août 2014, et les liquidités disponibles en vertu de cette convention s'élevaient à 100 millions de dollars au 31 décembre 2013. Les cessions de créances clients effectuées dans le cadre de transactions de titrisation sont comptabilisées à titre d'emprunts à court terme garantis et, par conséquent, ne se traduisent pas par une décomptabilisation des créances clients cédées.

TCI doit maintenir une notation de DBRS Ltd. d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger la dissolution du programme de vente. Au 13 février 2014, la notation était plus élevée que la notation devant être maintenue.

4.8 Notations du crédit

Il n'y a eu aucun changement à nos notations du crédit de première qualité au 13 février 2014.

4.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

Instruments financiers

Nos instruments financiers ainsi que la nature des risques auxquels ils pourraient être assujettis sont décrits à la *rubrique 7.8* de notre rapport de gestion annuel 2012.

Risque de liquidité

À titre de composante de nos politiques financières liées à la structure du capital, nous gérons le risque de liquidité des façons suivantes : en recourant à un processus d'équilibrage de trésorerie quotidien qui nous permet de gérer nos liquidités excédentaires et nos besoins en liquidités selon nos besoins réels et ceux de nos filiales; en maintenant des facilités bancaires bilatérales et des facilités de crédit consortial, en vertu desquelles les liquidités disponibles aux termes des facilités de crédit bancaire s'élevaient à plus de 2 milliards de dollars au 31 décembre 2013 (se reporter à la *rubrique 4.6*); en vendant des créances clients à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance, programme aux termes duquel les liquidités disponibles se chiffraient à 100 millions de dollars au 31 décembre 2013 (se reporter à la *rubrique 4.7*); en maintenant un programme de papier commercial; en exerçant une surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels; en gérant les échéances des actifs financiers et des passifs financiers.

Nous avons d'importantes échéances de titres de créance au cours des exercices ultérieurs. Nous pouvons, en vertu d'un prospectus préalable de base, qui a été renouvelé en novembre 2013 et demeurera en vigueur jusqu'en décembre 2015, émettre un montant de 3,0 milliards de dollars; en vertu de ce prospectus, nous avons émis des titres de créance à long terme d'un montant de 800 millions de dollars le 26 novembre 2013. Au 31 décembre 2013, nous pouvions émettre un montant de 2,2 milliards de dollars de titres de créance ou de participation en vertu de ce prospectus préalable de base. De plus, la trésorerie et les placements temporaires s'élevaient à 336 millions de dollars au 31 décembre 2013. Nous estimons que nos notations du crédit de première qualité contribuent à nous donner un accès raisonnable aux marchés financiers.

Engagements et passifs éventuels

Réclamations et poursuites

TELUS fait l'objet de diverses réclamations et poursuites (incluant des recours collectifs) visant des dommages-intérêts et d'autres compensations. Aussi, nous avons reçu ou sommes au courant de certaines réclamations possibles (incluant des réclamations en matière de propriété intellectuelle) à notre égard et, dans certains cas, à l'égard de nombreuses autres entreprises de services mobiles et des fournisseurs de services de télécommunications.

La direction est d'avis, en vertu de l'évaluation juridique et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence importante sur notre situation financière et nos résultats opérationnels, à l'exception des éléments décrits à la *rubrique 10.9*, « *Litiges et questions d'ordre juridique* » de notre rapport de gestion annuel 2012.

4.10 Information sur les actions en circulation

Le 4 février 2013, conformément aux modalités d'un plan d'arrangement approuvé par le tribunal, nous avons échangé la totalité de nos actions sans droit de vote émises et en circulation contre des actions ordinaires, à raison de une pour une. Par suite de cette transaction, les actions sans droit de vote ont été radiées de la cote de la TSX et de la NYSE, et les actions ordinaires (symbole « T » à la TSX) ont été inscrites à la cote de la NYSE (symbole « TU »).

Le 14 mars 2013, nous avons annoncé un fractionnement de nos actions ordinaires à raison de deux pour une (le « fractionnement d'actions à raison de deux pour une »). Le 16 avril 2013, les actionnaires de TELUS ont reçu une action supplémentaire pour chaque action qu'ils détenaient à la date de clôture des registres le 15 avril 2013. Toutes les informations concernant les actions en circulation et les résultats par action présentés dans la présente analyse par la direction des activités opérationnelles pour les périodes antérieures au 16 avril 2013 reflètent le traitement rétrospectif du fractionnement d'actions.

Le 9 mai 2013, lors de notre assemblée annuelle et extraordinaire, les actionnaires ont approuvé l'élimination des actions sans droit de vote de la structure du capital social autorisé, l'élimination de toute référence aux actions sans droit de vote dans nos statuts, ainsi que l'augmentation du nombre maximal d'actions ordinaires que nous pouvons émettre, le portant de un milliard à deux milliards.

Actions en circulation (en millions)

	Au 31 décembre 2013	Au 31 janvier 2014
Actions ordinaires	623	623
Options d'achat d'actions ordinaires	8	8
Options d'achat d'actions ordinaires pouvant être exercées	3	3

4.11 Transactions entre parties liées

Placements dans des entités contrôlées importantes

Au 31 décembre 2013, TELUS Corporation contrôlait finalement 100 % des participations dans TELUS Communications Inc., laquelle contrôlait finalement pour sa part 100 % des participations dans Société TELUS Communications et dans SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE, soit un pourcentage inchangé par rapport au 31 décembre 2012.

Transactions avec les principaux dirigeants

Nos principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la surveillance, à la planification, à la direction et au contrôle de nos activités, et ils comprennent les membres de notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction. Le total de la rémunération versée aux principaux dirigeants s'établit à 13 millions de dollars et à 40 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013, par rapport à 12 millions de dollars et à 37 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2012.

Transactions avec des coentreprises immobilières

Au premier trimestre de 2011, nous avons annoncé un partenariat à parts égales avec une partie conclu dans des conditions de concurrence normale, qui a pour objet le projet Jardin TELUS, un projet de réaménagement immobilier se composant d'une tour d'habitation en copropriété et d'une tour de bureaux abritant des locaux pour bureaux et pour commerces de détail situées à Vancouver, en Colombie-Britannique. En juillet 2013, nous avons annoncé un partenariat à parts égales avec deux parties conclu dans des conditions de concurrence normale, qui a pour objet le projet TELUS Sky, un projet de réaménagement immobilier qui donnera lieu à la construction d'un immeuble comportant des locaux pour bureaux, des locaux pour commerces de détail et des logements situé à Calgary, en Alberta.

Les engagements et les passifs éventuels liés à la coentreprise immobilière Jardin TELUS comprennent des engagements contractuels jusqu'en 2015 au titre des travaux de construction (environ 146 millions de dollars au 31 décembre 2013), un engagement découlant d'un contrat de location simple d'une durée de 20 ans ayant prise d'effet en 2014 et des facilités de crédit aux fins des travaux de construction (financement de 413 millions de dollars conclu avec deux institutions financières canadiennes en leur qualité de coprêteur à 50 % et avec TELUS en sa qualité de coprêteur à 50 %). Des contrats de vente ont été signés relativement à la quasi-totalité des unités de la tour d'habitation en copropriété du projet Jardin TELUS et, au 31 décembre 2013, environ 93 % des locaux de la tour de bureaux de ce projet étaient loués.

5. Faits nouveaux concernant les méthodes comptables

IAS 19, Avantages du personnel (modifiée en 2011) : Nous avons adopté la norme modifiée avec prise d'effet à l'exercice 2013 et l'avons appliquée, comme il est exigé, de manière rétrospective. L'incidence pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2012 est quantifiée dans le tableau ci-dessous.

Incidence de l'application rétrospective d'IAS 19 (modifiée en 2011)

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Quatrième trimestre clos le 31 décembre 2012			Exercice clos le 31 décembre 2012		
	Chiffres présentés initialement	Incidence de l'application d'IAS 19 modifiée	Chiffres présentés à l'heure actuelle	Chiffres présentés initialement	Incidence de l'application d'IAS 19 modifiée	Chiffres présentés à l'heure actuelle
Charges opérationnelles						
Charge au titre des avantages du personnel	574	29	603	2 129	113	2 242
Bénéfice opérationnel	469	(29)	440	2 107	(113)	1 994
Coûts de financement	86	10	96	332	42	374
Bénéfice avant impôt sur le résultat	383	(39)	344	1 775	(155)	1 620
Impôt sur le résultat	92	(11)	81	457	(41)	416
Bénéfice net et bénéfice net attribuable aux actions de participation	291	(28)	263	1 318	(114)	1 204
Autres éléments du résultat global						
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat – Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	(482)	28	(454)	(400)	114	(286)
Bénéfice net par action de participation¹						
– De base	0,45	(0,05)	0,40	2,02	(0,17)	1,85
– Dilué	0,44	(0,04)	0,40	2,01	(0,17)	1,84
Information supplémentaire						
BAIIA du secteur des services mobiles	569	(3)	566	2 467	(9)	2 458
BAIIA du secteur des services filaires	378	(26)	352	1 505	(104)	1 401
BAIIA ²	947	(29)	918	3 972	(113)	3 859

1. Ajusté pour tenir compte du fractionnement d'actions à raison de deux pour une effectué le 16 avril 2013.

2. Se reporter à la rubrique 7.1, « Mesures financières non définies par les PCGR ».

Produits tirés de contrats conclus avec des clients : Un exposé-sondage révisé a été publié en novembre 2011. Nous évaluons actuellement l'incidence des propositions énoncées dans cet exposé-sondage. Advenant le cas où la norme définitive, dont la prise d'effet devrait s'appliquer à notre exercice 2017, refléterait dans une large mesure ces propositions, l'incidence et le caractère significatif de cette norme seront différents pour chaque secteur et chaque entité. Tout comme de nombreuses autres entreprises de télécommunications, nous nous attendons, à l'heure actuelle, à ce que l'application de la norme ait une incidence significative pour la société, principalement en ce qui a trait au moment auquel les produits doivent être comptabilisés, et en ce qui a trait à l'incorporation dans le coût de l'actif des coûts d'acquisition et des coûts liés à l'exécution de contrats. Si l'utilisation de la méthode du plafond était interdite, cela pourrait, principalement en ce qui a trait au secteur des services mobiles, accélérer la comptabilisation des produits, tant en ce qui a trait à la comptabilisation des entrées de trésorerie provenant des clients qu'en ce qui concerne la comptabilisation des produits selon notre pratique courante. Bien que les facteurs économiques sous-jacents liés aux transactions demeurent les mêmes au cours des périodes de croissance du nombre de connexions d'abonnés du secteur des services mobiles, en supposant des entrées de trésorerie par appareil comparables pour la durée du contrat, la croissance des produits semblerait plus élevée que celle déterminée selon notre pratique courante (selon la méthode du plafond).

De même, l'évaluation, sur la durée d'un contrat, du total des coûts d'acquisition du contrat et des coûts liés à l'exécution du contrat ne serait pas touchée par les propositions. Les propositions feraient également en sorte que ces coûts soient incorporés au coût de l'actif et subséquemment comptabilisés comme une charge sur la durée du contrat, sur une base rationnelle et systématique conforme au mode de transfert des biens et services auxquels l'actif est associé. Bien que les facteurs économiques sous-jacents liés aux transactions demeurent inchangés au cours des périodes de croissance du nombre de connexions d'abonnés, en supposant des coûts d'acquisition

par appareil et des coûts liés à l'exécution de contrats comparables, les mesures de la rentabilité sembleraient plus élevées que celles déterminées selon notre pratique courante, qui consiste à comptabiliser en charges ces coûts immédiatement.

Autres normes publiées : Les autres normes publiées qui s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013 n'ont eu aucune incidence importante sur notre rendement financier.

6. Risques et gestion des risques

Nos risques principaux et nos incertitudes susceptibles d'influer sur nos résultats dans l'avenir, ainsi que nos activités connexes visant à atténuer les risques, sont décrits dans notre rapport de gestion annuel 2012. Certaines mises à jour des risques décrits dans ce rapport annuel sont présentées dans le rapport de gestion du troisième trimestre de 2013, qui est daté du 8 novembre 2013.

7. Définitions et rapprochements

7.1 Mesures financières non définies par les PCGR

Nous présentons certaines mesures non définies par les PCGR et fournissons des indications à ce sujet. Nous avons recours à ces mesures pour évaluer le rendement de TELUS et de ses secteurs opérationnels, et aussi pour déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables.

L'**intensité du capital** est calculée comme les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) divisées par le total des produits opérationnels. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

Ratio de distribution : Il s'agit des dividendes du trimestre déclarés par action pour le trimestre clos le plus récent, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers consolidés, multipliés par quatre et divisés par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires (divisés par le bénéfice par action de base annuel des exercices).

Calcul du ratio de distribution

Exercices clos les 31 décembre (en dollars)	2013	2012
Numérateur – Dividende annualisé du quatrième trimestre déclaré par action de participation ¹	1,44	1,28
Dénominateur – Bénéfice net par action de participation ¹	2,02	1,85
Ratio (en %)	71	69

1. Reflète le fractionnement d'actions à raison de deux pour un effectué le 16 avril 2013.

Ratio de distribution du bénéfice net ajusté Le ratio historique fondé sur le bénéfice par action déclaré ajusté de manière à ne pas tenir compte des ajustements liés à l'impôt, de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, de l'incidence de l'option de règlement en espèces net liée aux options pour les exercices 2007 à 2012, et des éléments ajustés dans le BAIIA est considéré comme davantage représentatif du calcul des bénéfices prévisibles. L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, et elle est de 65 % à 75 % des bénéfices prévisibles, sur une base prospective.

Calcul du ratio de distribution du bénéfice net ajusté

Exercices clos les 31 décembre (en dollars)	2013	2012
Numérateur – Dividende annualisé du quatrième trimestre déclaré par action de participation ¹	1,44	1,28
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars) :		
Bénéfice net attribuable aux actions de participation	1 294	1 204
Ajouter : prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme après impôt sur le résultat	17	—
Ajouter : ajustements défavorables (déduire : ajustements favorables) liés à l'impôt sur le résultat (se reporter à la rubrique 2.2)	3	(12)
Déduire : profit après impôt, déduction faite des pertes nettes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS	—	(6)
Option de règlement en espèces net liée aux options (2007 à 2012)	—	(2)
	1 314	1 184
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action ¹	2,05	1,83
Ratio ajusté (en %)	70	70

1. Reflète le fractionnement d'actions à raison de deux pour une effectué le 16 avril 2013.

Couverture par le bénéfice Mesure définie dans le Règlement 41-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et dans les règlements connexes, qui est calculée comme suit :

Calcul du ratio de couverture par le bénéfice

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars, sauf les ratios)	2013	2012
Bénéfice net attribuable aux actions de participation	1 294	1 204
Impôt sur le résultat	474	416
Coûts d'emprunt (intérêts sur la dette à long terme plus les intérêts sur les emprunts à court terme et les autres emprunts et plus la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme)	395	350
Numérateur	2 163	1 970
Dénominateur – Coûts d'emprunt	395	350
Ratio (fois)	5,5	5,6

BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) Nous présentons le BAIIA et fournissons des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé utilisée pour évaluer le rendement consolidé ainsi que l'apport de nos deux secteurs opérationnels. Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de TELUS ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. Le BAIIA tel qu'il est calculé par TELUS correspond aux produits opérationnels moins les montants inscrits aux postes Achat de biens et services et Charge au titre des avantages du personnel.

Nous pourrions également calculer un BAIIA ajusté qui exclurait les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités habituelles ou continues; ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et ne devrait pas être pris en compte aux fins d'une évaluation de notre capacité à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes. En ce qui a trait à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, qui est prise en compte dans le secteur des services filaires, nous ne prévoyons pas conserver une participation dans la tour d'habitation en copropriété du projet Jardin TELUS une fois que les travaux de construction seront terminés. En ce qui a trait à la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS, nous avons, en 2012, comptabilisé un profit, déduction faite des pertes liées à la participation, de 7 millions de dollars avant impôt pour l'exercice. Le BAIIA consolidé en 2012, excluant ce profit net, se chiffre à 3 852 millions de dollars. Les pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS se sont établies à néant au quatrième trimestre et au cours de l'exercice complet 2013, et à néant au quatrième trimestre de 2012.

Calcul du BAIIA

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Bénéfice net	290	263	1 294	1 204
Coûts de financement	110	96	447	374
Impôt sur le résultat	90	81	474	416
Amortissement des immobilisations corporelles	347	373	1 380	1 422
Amortissement des immobilisations incorporelles	114	105	423	443
BAIIA	951	918	4 018	3 859

BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires Nous présentons cette mesure en tant qu'indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Cette mesure sert aussi au calcul du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires** et du ratio de **couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires**.

Calcul du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
BAIIA	951	918	4 018	3 859
Coûts de restructuration et autres coûts similaires	33	19	98	48
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires	984	937	4 116	3 907

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires Mesure définie comme le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires divisé par le montant net des charges d'intérêts, calculé sur 12 mois. Cette mesure est semblable au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS (se reporter à la *rubrique 4.5*).

BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) Nous calculons cette mesure comme une simple mesure de substitution des flux de trésorerie consolidés et des flux de trésorerie de nos deux secteurs opérationnels. Le BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications avec le temps, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites ci-dessus.

**Calcul du BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement
(excluant les licences de spectre)**

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
BAIIA	951	918	4 018	3 859
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	(577)	(521)	(2 110)	(1 981)
BAIIA déduction faite des dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	374	397	1 908	1 878

Flux de trésorerie disponibles Nous présentons les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle nous avons recours pour évaluer le rendement. Les flux de trésorerie disponibles ne doivent pas être substitués aux mesures présentées dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ils excluent les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs), le produit tiré des actifs cédés ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles qui sont disponibles après les dépenses d'investissement (excluant les acquisitions de licences de spectre) et qui peuvent notamment être utilisés pour payer les dividendes, rembourser la dette, racheter des actions dans le cadre de notre programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ou effectuer d'autres investissements. Les flux de trésorerie disponibles peuvent être complétés de temps à autre par le produit tiré des actifs cédés ou par les activités de financement.

Calcul des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
BAIIA	951	918	4 018	3 859
Déduire : profit, déduction faite des pertes liées à la participation au titre de la coentreprise immobilière résidentielle Jardin TELUS	—	—	—	(7)
Déduire : produits d'intérêts reçus qui sont également comptabilisés au poste Autres produits opérationnels	—	—	—	(1)
(Décaissements) au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	17	9	9	(4)
Éléments des tableaux consolidés des flux de trésorerie				
Rémunération fondée sur des actions	(22)	(20)	24	9
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	27	26	108	103
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(27)	(28)	(200)	(173)
Intérêts versés	(114)	(109)	(364)	(337)
Intérêts reçus	1	1	4	13
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	(577)	(521)	(2 110)	(1 981)
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	256	276	1 489	1 481
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements	(120)	(13)	(438)	(150)
Flux de trésorerie disponibles	136	263	1 051	1 331

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles selon notre définition et des entrées liées aux activités opérationnelles.

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des entrées liées aux activités opérationnelles

(en millions de dollars)	Quatrièmes trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie disponibles	136	263	1 051	1 331
Ajouter : dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	577	521	2 110	1 981
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités opérationnelles	13	(81)	85	(93)
Entrées liées aux activités opérationnelles	726	703	3 246	3 219

Dettes nettes Nous estimons que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des emprunts à court terme et des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couverts par la trésorerie et les placements temporaires disponibles et, le cas échéant, en ce qui a trait aux exercices précédents, car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains. La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. La dette nette est un élément du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires**.

Calcul de la dette nette

Aux 31 décembre (en millions de dollars)	2013	2012
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	7 493	6 256
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	35	26
Trésorerie et placements temporaires	(336)	(107)
Emprunts à court terme	400	402
Dette nette	7 592	6 577

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires sur 12 mois. Notre indication à long terme pour ce ratio se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Cette mesure est semblable au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit (se reporter à la *rubrique 4.5*).

Ratio dette nette/total des capitaux investis Mesure de la proportion de la dette utilisée dans la structure du capital de TELUS.

Montant net des charges d'intérêts Il s'agit du dénominateur utilisé pour calculer le ratio de **couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts similaires**. Le montant net des charges d'intérêts représente les coûts de financement, excluant les intérêts nets des régimes à prestations définies du personnel et les recouvrements liés au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette, calculés sur 12 mois. Aucun recouvrement lié au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette n'a été comptabilisé en 2013 et en 2012. Les charges comptabilisées relativement à la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, le cas échéant, sont prises en compte dans le montant net des charges d'intérêts. Le montant net des charges d'intérêts s'est établi à 370 millions de dollars en 2013 et à 332 millions de dollars en 2012.

Coûts de restructuration et autres coûts similaires Afin de réduire nos coûts permanents, nous engageons des coûts de restructuration supplémentaires connexes non récurrents. Il est également possible que nous engagions des charges inhabituelles lorsque nous apportons des changements importants ou transformationnels à nos modèles d'affaires ou à nos modèles opérationnels. Outre les éléments tels que les charges liées à la main-d'œuvre interne et externe, ces charges inhabituelles peuvent comprendre l'amortissement des charges au titre des immobilisations incorporelles, lorsque la mise hors service d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles a lieu bien avant la fin de leur durée d'utilité estimée, de manière à ce que les autres ressources restantes qui étaient auparavant associées à ces immobilisations, telles que le spectre, puissent être utilisées dans le cadre d'autres activités. Les autres coûts similaires comprennent également les coûts externes supplémentaires engagés relativement aux acquisitions d'entreprises.

Total des capitaux investis La **valeur comptable** est définie et calculée comme suit :

Calcul du total des capitaux investis – valeur comptable

Aux 31 décembre (en millions de dollars)	2013	2012
Dette nette	7 592	6 577
Capitaux propres	8 015	7 686
Déduire : cumul des autres éléments du résultat global	(31)	(40)
Total des capitaux investis – Valeur comptable	15 576	14 223

7.2 Indicateurs opérationnels – services mobiles

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une entité de télécommunications sans fil. Elles n'ont cependant pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés désactivés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. L'appareil d'un abonné des services prépayés de TELUS ou des services prépayés Koodo est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés.

Frais d'acquisition Montant total au titre du financement des appareils (coût des appareils pour TELUS, moins le montant initial facturé au client), des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions (y compris le financement des appareils et les commissions) visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

Appareil d'abonné (services mobiles) Unité génératrice de produits active et récurrente (p. ex. un téléphone cellulaire, une tablette ou une clé Internet mobile) dotée d'un numéro d'identité d'abonné unique (numéro SIM ou IMEI), qui donne accès aux réseaux mobiles de transmission de la voix ou de données à des fins de communication. De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque appareil aux fins de la facturation ou des services de soutien. Notre définition d'un appareil d'abonné exclut les appareils offrant les services machine à machine tels que ceux utilisés pour effectuer le suivi des biens, les systèmes de contrôle à distance et les compteurs, les distributeurs automatiques et les guichets automatiques mobiles.

Comptes consolidés de résultat et de résultat global

Périodes closes les 31 décembre (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres		Exercices	
	2013	2012 (Données ajustées)	2013	2012 (Données ajustées)
PRODUITS OPÉRATIONNELS				
Services	2 699 \$	2 598 \$	10 601 \$	10 079 \$
Équipement	229	236	735	773
	2 928	2 834	11 336	10 852
Autres produits opérationnels	20	17	68	69
	2 948	2 851	11 404	10 921
CHARGES OPÉRATIONNELLES				
Achat de biens et services	1 349	1 330	4 962	4 820
Charge au titre des avantages du personnel	648	603	2 424	2 242
Amortissement des immobilisations corporelles	347	373	1 380	1 422
Amortissement des immobilisations incorporelles	114	105	423	443
	2 458	2 411	9 189	8 927
BÉNÉFICE OPÉRATIONNEL	490	440	2 215	1 994
Coûts de financement	110	96	447	374
BÉNÉFICE AVANT IMPÔT	380	344	1 768	1 620
Impôt sur le résultat	90	81	474	416
BÉNÉFICE NET	290	263	1 294	1 204
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL				
Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat				
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	1	1	—	(4)
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	4	2	4	—
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers disponibles à la vente	(7)	22	(13)	33
	(2)	25	(9)	29
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat				
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	755	(454)	998	(286)
	753	(429)	989	(257)
RÉSULTAT GLOBAL	1 043 \$	(166) \$	2 283 \$	947 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION DE PARTICIPATION*				
De base	0,47 \$	0,40 \$	2,02 \$	1,85 \$
Dilué	0,46 \$	0,40 \$	2,01 \$	1,84 \$
DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION DE PARTICIPATION*	0,36 \$	0,32 \$	1,36 \$	1,22 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS DE PARTICIPATION EN CIRCULATION*				
De base	623	652	640	651
Dilué	626	656	643	655

* Les montants tiennent compte de l'application rétrospective du fractionnement d'actions du 16 avril 2013.

États consolidés de la situation financière

Aux 31 décembre (en millions)	2013	2012
ACTIF		
Actifs courants		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	336 \$	107 \$
Débiteurs	1 461	1 541
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	32	25
Stocks	326	350
Charges payées d'avance	168	178
Actifs dérivés courants	6	9
	2 329	2 210
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles, montant net	8 428	8 165
Immobilisations incorporelles, montant net	6 531	6 181
Goodwill, montant net	3 737	3 702
Coentreprises immobilières	11	11
Autres actifs non courants	530	176
	19 237	18 235
	21 566 \$	20 445 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Emprunts à court terme	400 \$	402 \$
Créditeurs et charges à payer	1 735	1 511
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	102	102
Dividendes à payer	222	208
Facturation par anticipation et dépôts de clients	729	703
Provisions	110	49
Tranche à court terme de la dette à long terme	—	545
Passifs dérivés courants	1	—
	3 299	3 520
Passifs non courants		
Provisions	219	222
Dette à long terme	7 493	5 711
Autres passifs non courants	649	1 682
Impôt sur le résultat différé	1 891	1 624
	10 252	9 239
Passif	13 551	12 759
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	8 015	7 686
	21 566 \$	20 445 \$

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Périodes closes les 31 décembre (en millions)	Trimestres		Exercices	
	2013	2012 (Données ajustées)	2013	2012 (Données ajustées)
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Bénéfice net	290 \$	263 \$	1 294 \$	1 204 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités opérationnelles :				
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	461	478	1 803	1 865
Impôt sur le résultat différé	98	156	21	122
Charge de rémunération fondée sur des actions	(22)	(20)	24	9
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	27	26	108	103
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(27)	(28)	(200)	(173)
Autres	7	12	9	37
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles	(108)	(184)	187	52
Entrées liées aux activités opérationnelles	726	703	3 246	3 219
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations, excluant les licences de spectre	(545)	(487)	(2 035)	(1 950)
Paiements en trésorerie au titre des licences de spectre	—	—	(67)	—
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions et placements connexes	(229)	(5)	(261)	(53)
Avances et apports aux coentreprises immobilières	(8)	(6)	(24)	(73)
Sommes reçues des coentreprises immobilières	—	—	1	47
Produit des cessions	5	—	12	20
Autres	(10)	(16)	(15)	(49)
Sorties liées aux activités d'investissement	(787)	(514)	(2 389)	(2 058)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission d'actions sans droit de vote	—	1	—	1
Dividendes versés aux détenteurs d'actions de participation	(213)	(199)	(852)	(774)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	—	—	(1 000)	—
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	(9)	(1)	(2)	(2)
Émission de titres de créance à long terme	1 180	2 364	4 630	5 988
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(585)	(2 288)	(3 375)	(6 309)
Autres	(8)	(4)	(29)	(4)
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	365	(127)	(628)	(1 100)
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Augmentation de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	304	62	229	61
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	32	45	107	46
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	336 \$	107 \$	336 \$	107 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE OPÉRATIONNELS				
Intérêts versés	(114) \$	(109) \$	(364) \$	(337) \$
Intérêts reçus	1 \$	1 \$	4 \$	13 \$
Impôt sur le résultat payé, montant net	(120) \$	(13) \$	(438) \$	(150) \$

Information sectorielle

Trimestres clos les 31 décembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
		(Données ajustées)		(Données ajustées)				(Données ajustées)
Produits opérationnels								
Produits externes	1 585 \$	1 533 \$	1 363 \$	1 318 \$	— \$	— \$	2 948 \$	2 851 \$
Produits intersectoriels	11	11	43	43	(54)	(54)	—	—
	1 596 \$	1 544 \$	1 406 \$	1 361 \$	(54) \$	(54) \$	2 948 \$	2 851 \$
BAIIA¹	592 \$	566 \$	359 \$	352 \$	— \$	— \$	951 \$	918 \$
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre ²	213 \$	191 \$	364 \$	330 \$	— \$	— \$	577 \$	521 \$
BAIIA, moins les dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre	379 \$	375 \$	(5) \$	22 \$	— \$	— \$	374 \$	397 \$
							Produits opérationnels	2 948 \$
							Achat de biens et services	1 349
							Charge au titre des avantages du personnel	648
							BAIIA	951
							Amortissement des immobilisations corporelles	347
							Amortissement des immobilisations incorporelles	114
							Bénéfice opérationnel	490
							Coûts de financement	110
							Bénéfice avant impôt	380 \$

Exercices clos les 31 décembre (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
		(Données ajustées)		(Données ajustées)				(Données ajustées)
Produits opérationnels								
Produits externes	6 130 \$	5 845 \$	5 274 \$	5 076 \$	— \$	— \$	11 404 \$	10 921 \$
Produits intersectoriels	47	41	169	170	(216)	(211)	—	—
	6 177 \$	5 886 \$	5 443 \$	5 246 \$	(216) \$	(211) \$	11 404 \$	10 921 \$
BAIIA¹	2 604 \$	2 458 \$	1 414 \$	1 401 \$	— \$	— \$	4 018 \$	3 859 \$
Dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre ²	712 \$	711 \$	1 398 \$	1 270 \$	— \$	— \$	2 110 \$	1 981 \$
BAIIA, moins les dépenses d'investissement, excluant les licences de spectre	1 892 \$	1 747 \$	16 \$	131 \$	— \$	— \$	1 908 \$	1 878 \$
							Produits opérationnels	11 404 \$
							Achat de biens et services	4 962
							Charge au titre des avantages du personnel	2 424
							BAIIA	4 018
							Amortissement des immobilisations corporelles	1 380
							Amortissement des immobilisations incorporelles	423
							Bénéfice opérationnel	2 215
							Coûts de financement	447
							Bénéfice avant impôt	1 768 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits opérationnels diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.
2. Total des dépenses d'investissement.



Communiqué de presse

TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDES EN ESPÈCES

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que le conseil d'administration a annoncé un dividende trimestriel de trente-six cents (0,36 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société payable le 1er avril 2014 aux porteurs inscrits à la clôture des marchés le 11 mars 2014.

Par ordre du conseil

Monique Mercier

Vice-présidente exécutive – Chef des services juridiques et secrétaire générale

Vancouver, Colombie-Britannique

Le 13 février 2014

Contact : Relations avec les investisseurs

1-800-667-4871

ir@telus.com